



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

9364^e séance

Jeudi 29 juin 2023, à 15 heures

New York

Provisoire

Présidents : M. Abushahab/M^{me} Nusseibeh (Émirats arabes unis)

Membres :

Albanie	M. Hoxha
Brésil	M. de Almeida Filho
Chine	M. Geng Shuang
Équateur	M. Pérez Loose
États-Unis d'Amérique	M. Wood
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. de Rivière
Gabon	M. Biang
Ghana	M ^{me} Hackman
Japon	M. Ishikane
Malte	M ^{me} Frazier
Mozambique	M. Kunanga
Suisse	M. Hauri
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Dame Barbara Woodward

Ordre du jour

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M^{me} Izumi Nakamitsu, Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement ; M. Max Blumenthal, journaliste, fondateur et rédacteur en chef du site d'information The Grayzone ; M. Chay Bowes, universitaire spécialisé dans les armes de petit calibre et les munitions ; et M. Sergey Radchenko, professeur émérite « Wilson E. Schmidt » à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M^{me} Nakamitsu.

M^{me} Nakamitsu (*parle en anglais*) : Depuis la dernière séance d'information du Conseil de sécurité sur cette question (voir S/PV.9325), qui s'est tenue en mai, les forces armées ukrainiennes ont continué de recevoir une aide militaire, dans le cadre de l'invasion totale de l'Ukraine par la Fédération de Russie. Les informations fournies par les gouvernements au sujet des transferts de systèmes d'armes et des flux de munitions sont accessibles auprès de sources en accès libre. Ces transferts concernent entre autres des armes lourdes classiques, comme des chars de combat, des véhicules blindés de combat, des avions de combat, des hélicoptères, des systèmes d'artillerie de gros calibre, des systèmes de missiles et des drones de combat, ainsi que des munitions télécommandées et des armes légères et de petit calibre et leurs munitions. Selon certaines informations, la fourniture d'armes et de munitions s'est accélérée et intensifiée avant la contre-offensive annoncée des forces ukrainiennes. On signale également que des États procèdent ou prévoient de procéder à des transferts d'armes, telles que des drones de combat et des munitions, aux forces armées russes pour qu'elles les utilisent en Ukraine. En outre, des médias ont fait état du transfert d'armes classiques importantes, notamment de systèmes de roquettes d'artillerie, à d'autres groupes armés impliqués dans la guerre en Ukraine.

La fourniture d'armes dans toute situation de conflit armé suscite de vives inquiétudes quant à l'escalade potentielle de la violence et aux risques de détournement. L'adoption de mesures visant à lutter contre le risque de détournement au profit d'utilisateurs finaux non autorisés et aux fins d'utilisations non autorisées est indispensable pour éviter une aggravation de l'instabilité et de l'insécurité en Ukraine, dans la région et au-delà. Ces mesures comprennent notamment l'évaluation des risques de détournement avant le transfert, les certificats d'utilisateur final et les clauses de non-retransfert, des mesures juridiques et coercitives efficaces et des vérifications après expédition. Pour empêcher le détournement d'armes, la transparence de la chaîne d'approvisionnement, la coopération et l'échange d'informations entre les États importateurs, de transit et exportateurs sont essentiels, de même que des mesures concrètes telles que le marquage et le traçage, des pratiques comptables et d'enregistrement efficaces, la sécurisation physique des armes et des munitions, des mesures de contrôle douanier et aux frontières, ainsi que la surveillance et l'analyse des détournements.

Comme je l'ai déjà dit à maintes reprises, la transparence dans le domaine des armements est une mesure de confiance cruciale qui peut contribuer à réduire les tensions et les malentendus entre les États Membres. Le Registre des armes classiques de l'ONU est un instrument clef à cet égard. De surcroît, le Traité sur le commerce des armes, le Protocole relatif aux armes à feu et le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, ainsi que l'Instrument international de traçage qui lui est associé, figurent parmi les instruments de maîtrise des armements mis en place par les États pour prévenir le détournement d'armes classiques et réglementer le commerce international des armes.

Je saisis cette occasion pour me féliciter de la récente conclusion des travaux du groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques et saluer l'élaboration d'un nouveau cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie. Ce cadre est un outil indispensable pour lutter plus efficacement contre le détournement de munitions classiques de tous types, qui continuent d'alimenter l'instabilité, l'insécurité et les conflits dans le monde entier.

J'appelle de nouveau les États à adhérer aux traités et aux accords pertinents et à s'acquitter pleinement des obligations juridiques et des engagements politiques qui leur incombent en vertu des instruments de maîtrise des armes classiques auxquels ils sont parties, afin de réduire au minimum les risques de détournement d'armes et de munitions. La création d'un registre consolidé des armes

par le Ministère ukrainien de l'intérieur et de la police, conçu pour numériser les activités d'enregistrement, de comptabilité et de contrôle liées à la circulation des armes à feu civiles, est une initiative qui arrive à point nommé pour limiter autant que possible les risques de détournement.

Les conséquences de l'intensification de la guerre en Ukraine sur les civils demeurent très préoccupantes. Pour la période allant du 24 février 2022 au 18 juin dernier, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a enregistré 24 862 victimes civiles en Ukraine, dont 9 083 morts et 15 779 blessés. Le bilan réel est probablement beaucoup plus élevé.

C'est l'utilisation d'engins explosifs à large rayon d'impact qui fait le plus de victimes parmi les civils. J'en veux pour exemple l'attaque au missile qui a pris pour cible le centre de Kramatorsk le 27 juin, qui a tué 12 personnes. Le Secrétaire général a clairement exhorté toutes les parties à s'abstenir d'utiliser des armes explosives dans les zones peuplées, car leur utilisation comporte un risque élevé d'impact aveugle. Je saisis cette occasion pour rappeler la Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées, adoptée en novembre 2022.

Outre les milliers de civils tués ou blessés, la poursuite et l'intensification des attaques contre les infrastructures critiques et les services essentiels, notamment les infrastructures énergétiques, les établissements de santé et d'enseignement, les routes et les ponts, sont alarmantes. Les mines et les restes explosifs de guerre ont entraîné une contamination généralisée des terres, les rendant inutilisables à des fins agricoles, et entravent également la circulation des personnes. La destruction du barrage de la centrale hydroélectrique de Kakhovka est probablement le dommage le plus grave infligé aux infrastructures civiles depuis le début de la guerre.

En vertu du droit international humanitaire, il est interdit aux parties à un conflit armé de prendre pour cible des civils et des infrastructures civiles, et il leur incombe de prendre toutes les précautions possibles dans la conduite des opérations militaires pour éviter, ou du moins pour réduire au minimum, les pertes en vies humaines et les blessés au sein de la population civile, ainsi que les dommages aux biens de caractère civil. L'ONU condamne fermement les attaques contre les civils et les infrastructures civiles et demande qu'elles cessent immédiatement.

Les 16 derniers mois ont été marqués par des pertes, des souffrances et des dégâts incommensurables en Ukraine. Au fur et à mesure que le conflit s'est

intensifié, les efforts diplomatiques et les initiatives des États Membres visant à la désescalade et appelant à un règlement pacifique se sont également multipliés. L'ONU est prête à soutenir tous les efforts véritables visant à instaurer une paix juste et durable en Ukraine. Dans ce cadre, nous devons être guidés par le droit international, notamment la Charte des Nations Unies et les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, comme l'a souligné à maintes reprises le Secrétaire général.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Nakamitsu de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Blumenthal.

M. Blumenthal (*parle en anglais*) : Je remercie Alex Rubinstein et Wyatt Reed de m'avoir aidé à préparer la présente déclaration. Wyatt Reed est un confrère journaliste qui se trouvait à Donetsk, en octobre 2022, lorsque son hôtel a été bombardé par l'armée ukrainienne, à l'aide d'un obusier qui aurait été fabriqué aux États-Unis, et qui a failli le tuer. Il se trouvait à 100 mètres du point d'impact. Je suis également ici avec mon ami Randy Credico, défenseur des droits civiques, qui était à Donetsk tout récemment et qui a été témoin d'attaques fréquentes dirigées contre des cibles civiles, menées à l'aide de missiles HIMARS.

Je suis ici non seulement en tant que journaliste qui a passé plus de 20 ans à écrire des livres, à produire des documentaires et à rédiger des articles sur les conflits et la politique sur plusieurs continents, mais aussi en tant que contribuable américain qui est contraint de financer une guerre par procuration, aux dépens de mes concitoyennes et concitoyens, une guerre qui constitue aujourd'hui une menace pour la stabilité régionale et internationale. Le 28 juin, alors même que les équipes d'urgence menaient des opérations de nettoyage à la suite du nouveau déraillement d'un train transportant des produits toxiques aux États-Unis, survenu cette fois-ci au niveau d'une rivière dans le Montana, et révélant une fois de plus le sous-financement chronique de l'infrastructure de notre pays et les menaces que cela pèse sur notre santé, le Pentagone a annoncé son intention d'envoyer une aide militaire supplémentaire de 500 millions de dollars à l'Ukraine.

Cette annonce intervient alors que l'armée ukrainienne entre dans la troisième semaine d'une contre-offensive dont CNN dit qu'elle « n'est pas à la hauteur des attentes » et dont Volodymyr Zelenskyy lui-même déclare qu'elle progresse plus lentement que prévu. Alors que l'armée ukrainienne ne parvient pas à franchir la première ligne de défense russe, CNN a rapporté le 12 juin que Kiev aurait perdu 16 véhicules blindés fabriqués aux États-Unis, qui avaient été envoyés en Ukraine. Qu'a fait le Pentagone ? Il a simplement répercuté cette facture

sur les contribuables américains, des citoyens ordinaires comme moi, en nous faisant payer 325 millions de dollars supplémentaires pour remplacer le stock de matériel militaire gaspillé par l'Ukraine. Aucun effort n'a été fait pour consulter la population américaine sur cette question, et la grande majorité des Américains n'ont probablement même pas su que cet échange avait eu lieu.

La politique que je décris, dans le cadre de laquelle Washington donne la priorité au financement sans limite d'une guerre par procuration contre une puissance nucléaire dans un pays étranger, alors que notre infrastructure nationale s'effondre sous nos yeux, met en lumière la dynamique inquiétante au centre du conflit ukrainien : une pyramide de Ponzi internationale qui permet aux élites occidentales de s'emparer des richesses gagnées par les citoyens américains ordinaires à la sueur de leur front et de les envoyer dans les coffres d'un gouvernement étranger que même Transparency International classe systématiquement parmi les gouvernements les plus corrompus d'Europe.

Le Gouvernement américain n'a pas encore procédé à un audit officiel des fonds qu'il verse à l'Ukraine. La population américaine ne sait pas à quoi sert ses impôts. C'est pourquoi, cette semaine, The Grayzone a publié un audit indépendant des recettes fiscales américaines consacrées à l'Ukraine durant les exercices 2022 et 2023. Notre enquête a été menée par Heather Kaiser, une ancienne agente de renseignement militaire qui a servi en Iraq et en Afghanistan.

Parmi les nombreux paiements étranges constatés, nous avons relevé un versement de 4,5 millions de dollars de l'Administration de la sécurité sociale des États-Unis au Gouvernement de Kiev. Nous avons relevé des paiements d'une valeur de 4,5 milliards de dollars de l'Agence des États-Unis pour le développement international destinés à rembourser la dette souveraine de l'Ukraine, dont une grande partie est détenue par la société internationale d'investissement BlackRock. Cela représente 30 dollars prélevés sur chaque citoyen américain alors que quatre Américains sur 10 ne peuvent pas couvrir une dépense urgente de 400 dollars. Nous avons découvert que l'argent des contribuables américains affecté à l'Ukraine finance le budget d'une chaîne de télévision à Toronto, le budget d'un groupe de réflexion basé en Pologne favorable à l'OTAN et, chose étrange, même des agriculteurs au Kenya. Nous avons constaté que des dizaines de millions de dollars ont été versés à des fonds de capital-investissement, dont un qui est basé en République de Géorgie, et qu'un paiement de 1 million de dollars avait été effectué au profit d'un seul entrepreneur privé à Kiev.

Notre audit a également révélé que le Pentagone a conclu un contrat de 4,5 millions de dollars avec une société baptisée Atlantic Diving Supply pour fournir à l'Ukraine des engins explosifs non spécifiés. Il s'agit d'une société dont il est bien connu qu'elle est corrompue, et qui a été notamment déjà critiquée par Thom Tillis, Président de la Commission sénatoriale des forces armées, pour ses « nombreuses fraudes ». Pourtant, une fois de plus, le Congrès n'a pas fait en sorte que ces paiements et ces contrats d'armement massifs douteux fassent l'objet d'un suivi approprié.

En fait, une grande partie de l'aide militaire et humanitaire envoyée à l'Ukraine a tout simplement disparu. L'année dernière, CBS News a cité le directeur d'une organisation à but non lucratif pro-Zelenskyy en Ukraine, qui a déclaré que seulement 30 % de l'aide parvenait aux lignes de front en Ukraine. Le détournement de fonds et de fournitures est à tout le moins aussi inquiétant que les conséquences potentielles du transfert et de la vente illicites d'armes de guerre. En juin dernier, le Secrétaire général d'INTERPOL a signalé que les transferts massifs d'armes vers l'Ukraine signifiaient que « nous pouvons nous attendre à un afflux d'armes en Europe et ailleurs » et que « les criminels ont déjà, au moment où nous parlons, les yeux rivés sur elles ».

En mai, un groupe d'exilés russes anti-Kremlin, équipés de matériel fourni par le Gouvernement ukrainien, a été félicité par des responsables politiques occidentaux pour avoir mené des attaques terroristes sur le territoire russe en utilisant des Humvees de fabrication américaine. Ce prétendu Corps des volontaires russes est dirigé par un homme qui se fait appeler le « Roi blanc » et est composé de nombreux admirateurs assumés d'Adolf Hitler, qualifiés de néo-nazis dans les principaux médias américains, mais l'instrumentalisation par l'Ouest de cette milice contre les forces et les civils russes n'a suscité aucune condamnation de la part du Congrès. De plus, même si l'Administration Biden a promis de garder un œil sur les armes envoyées, un câble du Département d'État ayant fait l'objet d'une fuite en décembre dernier concédait que :

« Les activités cinétiques et les combats actifs entre les forces ukrainiennes et russes créent un environnement dans lequel il est parfois impraticable voire impossible d'appliquer les mesures de vérification standard ».

L'Administration Biden sait non seulement qu'elle ne peut pas suivre la trace des armes qu'elle expédie à l'Ukraine, mais elle sait également qu'elle intensifie cette guerre par procuration contre la plus grande puissance

nucléaire du monde et qu'elle la met au défi de riposter en utilisant les mêmes moyens. Nous le savons parce qu'en 2014, et la chronologie est très importante, le Secrétaire général de l'OTAN de l'époque, Jens Stoltenberg, a déclaré que la guerre avait commencé à la suite d'un coup d'État soutenu par les États-Unis. Le Président Barack Obama a refusé d'accéder aux demandes de Kiev qui voulait recevoir des armes offensives létales parce que, comme l'a écrit le *Wall Street Journal*, il nourrissait :

« de vives préoccupations, depuis longtemps, quant au fait qu'armer l'Ukraine pourrait provoquer une nouvelle escalade de la part de Moscou et entraîner Washington dans une guerre par procuration ».

Lorsque Donald Trump a pris ses fonctions en 2017, il a tenté de maintenir la ligne de conduite de Barack Obama, mais il a rapidement été qualifié de marionnette russe par les médias du groupe Beltway et le Parti démocrate pour avoir refusé d'envoyer à l'armée ukrainienne des missiles Javelin fabriqués par la société Raytheon. Sa réticence à envoyer ces missiles Javelin est devenue l'élément central de la procédure de destitution intentée contre lui et, tout naturellement, il a cédé.

Alors que les armes offensives fabriquées par les États-Unis commençaient à arriver aux lignes de front dans le Donbass, l'Occident collectif a exploité les Accords de Minsk pour « donner à l'Ukraine le temps » de s'armer, comme l'a dit l'ancienne Chancelière allemande Angela Merkel. En janvier 2022, les États-Unis ont annoncé un programme d'armement de 200 millions de dollars en faveur de l'Ukraine. Suivons la chronologie des événements. Le 18 février, les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont signalé que les violations du cessez-le-feu avaient doublé, les cartes de l'OSCE montrant que l'écrasante majorité des sites pris pour cible se trouvaient du côté des séparatistes pro-russes à Donetsk et à Lougansk. Cinq jours plus tard, la Russie envahissait l'Ukraine.

Depuis lors, les États-Unis et leurs alliés n'ont pas manqué une occasion d'envenimer la situation. Un ancien fonctionnaire du Département d'État s'est plaint après avoir rencontré ses homologues ukrainiens que

« [I]es choses qu'on ne pouvait fournir en janvier au motif qu'il s'agissait d'une escalade l'ont été en février [...] et les choses qu'on ne pouvait fournir en février l'ont été en avril. C'est le schéma qui s'est clairement installé, à commencer par des Stinger, c'est insensé. »

Le Président Joe Biden lui-même a déclaré en mars 2022 :

« L'idée que nous allons envoyer des équipements offensifs, des avions et des chars [...], ne vous

méprenez pas, quoi qu'on en dise, cela s'appellerait la Troisième Guerre mondiale ».

Un peu plus d'un an plus tard, M. Biden a changé de discours, approuvant un plan prévoyant la fourniture d'avions de chasse F-16 à l'Ukraine, après avoir fait pression sur l'Allemagne pour qu'elle envoie les chars d'assaut dont il craignait autrefois qu'ils ne provoquent la Troisième Guerre mondiale. Il n'aura fallu que deux mois entre le moment où l'Ukraine a reçu les HIMARS, fabriqués par Lockheed, de la part des États-Unis et celui où l'armée ukrainienne a commencé à cibler des infrastructures critiques, en les utilisant pour frapper le pont d'Antonovka sur le Dniepr et, une seconde fois, deux mois plus tard, dans le cadre d'une frappe test sur le barrage de Kakhovka qui, comme l'a rapporté le *Washington Post*, avait pour but de

« déterminer s'il était possible d'élever suffisamment le niveau d'eau du Dniepr pour empêcher les Russes de traverser le fleuve ».

Il y a trois semaines, le barrage de Kakhovka a été détruit, déclenchant une catastrophe environnementale majeure qui a provoqué des inondations massives et pollué l'approvisionnement local en eau. L'Ukraine accuse évidemment la Russie d'être à l'origine de cette attaque, mais n'a fourni aucune preuve. À peu près au même moment, l'Ukraine a également accusé sans fondement la Russie de planifier une provocation à la centrale nucléaire de Zaporojie, ce qui a donné lieu à une résolution des sénateurs Lindsey Graham et Richard Blumenthal, qui n'a aucun lien de parenté avec moi, appelant l'OTAN à intervenir directement en Ukraine et à attaquer la Russie si un tel incident se produisait. Blumenthal et Graham ont ainsi établi une ligne rouge de facto pour le déclenchement d'une action militaire des États-Unis, très similaire à celle fixée pour la Syrie qui, comme l'a fait remarquer un ancien diplomate américain au journaliste Charles Glass, « était une véritable invitation à mener une opération sous faux drapeau. »

Assisterons-nous à une nouvelle duperie comme celle de Douma, mais à Zaporojie la prochaine fois, et avec des conséquences nucléaires ? Pourquoi agissons-nous de la sorte ? Pourquoi prenons-nous le risque d'un anéantissement nucléaire en inondant l'Ukraine d'armes de pointe et en sabotant les négociations à tout bout de champ ? Des personnalités comme le sénateur Dick Durbin nous ont dit que l'Ukraine mène, littéralement, une bataille pour la liberté et la démocratie et que par conséquent, quiconque s'oppose à l'aide militaire à l'Ukraine s'oppose à la défense même de la démocratie, selon cette logique.

Où est donc la démocratie dans la décision de Volodymyr Zelenskyy d'interdire les partis d'opposition, de criminaliser les médias de ses opposants politiques légitimes, d'emprisonner son principal rival politique et ses représentants, de faire des descentes dans les églises orthodoxes et d'emprisonner les membres du clergé ? Où est la démocratie dans l'emprisonnement, par le Gouvernement ukrainien, de Gonzalo Lira, un citoyen des États-Unis, au seul motif d'avoir remis en question la version officielle de la guerre en Ukraine ? Et où est la démocratie dans la récente décision de Zelenskyy de suspendre les élections en 2024 en invoquant le fait que la loi martiale a été déclarée ? La réponse, c'est que la démocratie ukrainienne est encore plus difficile à trouver, ces derniers temps, que le commandant en chef de l'armée du pays, Valery Zaluzhny. La raison donnée par le sénateur Lindsey Graham pour justifier la fourniture de milliards de dollars d'armes à l'Ukraine est beaucoup moins reluisante et plus conforme à la réalité. Comme le sénateur s'en est vanté au cours d'une récente visite à Kiev avec Zelenskyy, « [l]es Russes sont en train de mourir... Nous n'avons jamais aussi bien dépensé notre argent. »

Graham a également déclaré que les Américains étaient prêts à livrer bataille jusqu'au dernier Ukrainien. Bien que le nombre officiel de victimes soit strictement confidentiel, il est à craindre que l'Ukraine soit en passe de réaliser les fantasmes macabres du sénateur. Comme un soldat ukrainien l'a déploré ce mois-ci à Vice News, nous ne savons pas quels sont les plans de Zelenskyy, mais

« [i]l semblerait que ce soit l'extermination de sa propre population – ou plus précisément de la population apte au combat et en âge de travailler. Tout simplement. »

Et en effet, les cimetières militaires en Ukraine gagnent du terrain presque aussi rapidement que les manoirs préfabriqués du nord de la Virginie et les villas en bord de mer des cadres de Lockheed Martin ou de Raytheon et autres entrepreneurs ayant leurs entrées à Washington, qui tirent profit du deuxième plus haut niveau de dépenses militaires jamais atteint depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce sont eux les grands gagnants de la guerre par procuration menée en Ukraine, et non les Ukrainiens, les Américains, les Russes ou les Européens. Ces gagnants, ce sont les gens comme le Secrétaire d'État Tony Blinken, qui a consacré la période séparant les Administrations Obama et Biden à lancer un cabinet de conseil du nom de WestExec Advisors, qui a décroché des marchés publics lucratifs pour des sociétés de renseignement et l'industrie d'armement. Parmi les anciens partenaires de Blinken à WestExec figurent la Directrice du renseignement national Avril Haines, le Directeur

adjoint de la Central Intelligence Agency David Cohen, l'ancienne porte-parole de la Maison Blanche Jen Psaki et près d'une douzaine de membres actuels et anciens de l'équipe chargée de la sécurité nationale dans le Gouvernement Biden. Le Secrétaire à la défense Lloyd Austin, quant à lui, est un ancien, et peut-être futur, membre du conseil d'administration de Raytheon et un ancien partenaire de Pine Island Capital Partners, une société d'investissement qui collabore avec WestExec et dont Blinken lui-même a été conseiller. Dans le même temps, l'actuelle Représentante permanente des États-Unis auprès de l'ONU, Linda Thomas-Greenfield, figure sur la liste des conseillers principaux du Albright Stonebridge Group, qui se décrit comme un cabinet de diplomatie commerciale, qui peaufine également des marchés publics pour les secteurs du renseignement et de l'armement, et qui a été fondé par Madeleine Albright, tristement célèbre pour avoir dit que la mort, causée par les sanctions, d'un demi-million d'enfants irakiens valait la peine. Alors que des Ukrainiens dans la force de l'âge sont embarqués en pleine rue par la police militaire et envoyés sur le front, les architectes de cette guerre par procuration, qui bénéficient de liens financiers et politiques, comptent bien trouver le chemin du secteur privé pour engranger des profits inimaginables une fois leur mandat au sein de l'Administration Biden achevé. Pour eux, un règlement négocié de ce différend territorial équivaldrait à dire adieu à la vache à lait que représente l'aide de près de 150 milliards de dollars accordée par les États-Unis à l'Ukraine.

Pour conclure, dès lors que les États-Unis – mon pays et un membre permanent du Conseil de sécurité – sont tombés sous le contrôle d'un régime qui transcende les lignes politiques, qui cherche à perpétuer une guerre par procuration pour, selon les termes de Joe Biden, « aussi longtemps qu'il le faudra », qui considère que la diplomatie est synonyme de mesures coercitives unilatérales destinées à « réduire le rouble à néant », comme Biden s'est engagé à le faire, et dont les dirigeants sabotent les négociations afin de faire du profit, tout en refusant d'informer correctement leurs propres contribuables de ce qu'ils financent et en poussant les fils et les frères de leurs supposés partenaires ukrainiens sur un champ de la mort afin de matraquer un rival géopolitique ; et dès lors que Zelenskyy et des membres du Congrès des États-Unis appellent à des frappes préventives sur la Russie qui n'ont rien à voir avec l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, le Conseil doit prendre les mesures qui s'imposent pour faire respecter la Charte. La Charte dispose clairement que le Conseil de sécurité doit faire usage de son autorité pour garantir le règlement pacifique d'un différend, en particulier lorsqu'il constitue une menace contre

la sécurité internationale. Cela ne devrait pas s'appliquer uniquement à la Russie et à l'Ukraine. Le Conseil a l'obligation de surveiller de près et de contenir strictement les États-Unis et la formation militaire illégale connue sous le nom d'OTAN.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Blumenthal de son exposé. Je rappelle aux intervenants de bien vouloir limiter leurs interventions à 10 minutes.

Je donne maintenant la parole à M. Bowes.

M. Bowes (*parle en anglais*) : Malgré plus d'un an de livraisons effrénées et, de l'avis général, peu réglementées d'un nombre incalculable d'armes à l'Ukraine, des sources au sein du pays continuent d'affirmer que l'Ukraine a besoin d'un volume croissant d'armes et de munitions lourdes et légères pour mener à bien ses opérations. Il est désormais évident que ce qui a commencé comme un soutien de l'OTAN à une armée ukrainienne qu'elle avait construite depuis le début de la guerre civile dans l'est en 2014 est en réalité devenu un conflit par adversaires interposés dans lequel l'Ukraine fournit des effectifs avec une capacité opérationnelle de plus en plus réduite pour soutenir une opération de facto de l'OTAN afin d'empêcher une victoire militaire russe en Ukraine, et d'éviter ainsi les conséquences potentiellement fatales qu'une telle victoire aurait sur la survie opérationnelle, politique et de la réputation de l'OTAN elle-même. Il est primordial de donner à voir la situation pour ce qu'elle est réellement.

C'est là véritablement la préoccupation grandissante très réelle des responsables de la planification de l'OTAN et de leurs financiers politiques, en particulier dans l'Anglosphère toujours aussi belliqueuse. Cette même réalité géostratégique motive également, bien entendu, l'escalade apparemment sans fin de l'aide militaire fournie à l'Ukraine, tout cela en dépit des dizaines de milliards de dollars d'armes à divers stades d'opérabilité déjà livrées à un pays dont les États-Unis disaient, pas plus tard qu'en 2019, que la corruption y était endémique et de nombreux secteurs de la société pour ainsi dire sans foi ni loi. Il est capital que nous soyons clairs sur le type de pays auquel sont livrées de telles quantités d'armes. Je tiens à citer le rapport des États-Unis de 2019 sur les pratiques en matière de droits humains, publié par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail du Département d'État. Il s'agit d'un rapport choquant qui affirme que les exécutions illégales et arbitraires et la torture y sont monnaie courante, tout comme les mauvais traitements infligés aux détenus par le personnel chargé de l'application de la loi. Il mentionne également

« des conditions difficiles et dangereuses dans les prisons et les centres de détention ; des arrestations et des détentions arbitraires ; de graves problèmes concernant l'indépendance du pouvoir judiciaire ; des restrictions imposées à liberté d'expression, à la presse et à Internet, incluant des violences contre les journalistes, la censure et le blocage de certains sites Web ».

Le contrôle de la presse est très répandu. Ce rapport fait également état de graves préoccupations concernant la corruption au sein du Gouvernement et les crimes impliquant des violences ou des menaces de violence contre des personnes handicapées, des minorités ethniques – ce qui inclut, je suppose, la minorité russophone dans l'est du pays – et la communauté des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes. C'est dans ce chaudron que les puissances occidentales déversent des quantités incalculables d'armes, de munitions et d'argent.

Pendant ce temps, sur les lignes de front, les avancées militaires de l'armée ukrainienne, aux effectifs désormais réduits, sont sans conteste négligeables d'un point de vue stratégique, en particulier dans le contexte de la contre-offensive promise et annoncée depuis longtemps. À cet égard, tous les analystes qualifiés et objectifs, indépendants et non alignés, s'accordent sur le fait que l'Ukraine ne parvient même pas à réaliser les percées initiales nécessaires face à des lignes de défense russes bien préparées et dotées de ressources suffisantes. Il est très intéressant d'entendre les experts rémunérés qui interviennent dans les médias occidentaux prôner une attitude d'indifférence et de rigidité presque perverse face aux pertes brutales et indéniables subies par l'Ukraine.

Ces jeunes hommes qui meurent par milliers sont, à mon avis, les principales victimes de l'augmentation perpétuelle de l'aide militaire fournie à l'Ukraine. Ils tentent d'avancer en ordre serré et à la lumière du jour, à travers des champs de mines, dans des aires létales d'artillerie préalablement définies, souvent à bord de véhicules blindés de transport de troupes de seconde catégorie fournis par l'OTAN et vieux de 30 ans, comme le M-113 américain – une boîte en acier légèrement blindée qui est entrée en service pour la première fois en 1960, vétéran d'un autre désastre de la politique étrangère des États-Unis, à savoir la guerre du Viet Nam. Ils sont parfois accompagnés d'une poignée de chars allemands Leopard, dont beaucoup sont vieux de plusieurs décennies et ne sont manifestement pas adaptés aux steppes ukrainiennes, ou peut-être de véhicules supposés être à l'épreuve des mines, qui se sont tous révélés exceptionnellement vulnérables

face aux systèmes de guerre antichars et aux hélicoptères d'attaque russes, ainsi qu'à la réalité brutale des vastes champs de mines russes.

Et tout cela sans le moindre appui aérien digne de ce nom, sans parler de la maîtrise de l'air dont jouit la Russie grâce à ses systèmes de défense antiaérienne perfectionnés et à sa vaste flotte d'avions de chasse modernes et polyvalents. L'idée qu'on laisse ces offensives, qui se résument pour l'essentiel à des attaques frontales suicidaires contre des lignes de défense bien préparées, se poursuivre est, à mon avis, extrêmement cynique et, je dirais même, sinistre. S'ils commandaient leurs propres troupes, tous les stratèges militaires modernes et tous les officiers supérieurs de l'OTAN n'hésiteraient pas à dire que ces manœuvres sont inhumaines car elles ne peuvent que conduire à une tragédie, mais quand il s'agit de jeunes hommes ukrainiens qui participent à ces offensives et qui sont décimés, ils restent silencieux. Ils acceptent l'interdiction faite par le Gouvernement ukrainien de rendre compte, depuis les lignes de front, des pertes considérables en hommes et en matériel qui évoquent des scènes davantage semblables à celles de la Somme ou de Passchendaele.

Il est illusoire de penser qu'une Ukraine de plus en plus affaiblie puisse effectivement vaincre la Russie sur le champ de bataille dans l'est et le sud de l'Ukraine, récupérer d'une manière ou d'une autre la Crimée et réintégrer, dans un État chaotique et essentiellement en faillite gouverné depuis Kiev, une population ethnique russe qui ne le souhaite pas.

S'agissant de la qualité de certains équipements dont on a fait don à l'Ukraine à la suite de l'appel pressant des États-Unis à leurs petits alliés de l'OTAN, ils sont, au mieux, réparables et, au pire, carrément mortels, non pas pour les défenseurs russes, mais pour les Ukrainiens qui les utilisent. Plusieurs de ces accords incitatifs ont été conclus pour encourager les pays de l'OTAN à se délester de l'ensemble de leurs véhicules au profit d'une Ukraine désespérée, avec la promesse qu'ils seraient remplacés par du matériel de meilleure qualité, ou à tout le moins plus récent. Dans un cas particulier, l'Allemagne a remplacé 40 BMP-1A1 – l'une des versions les plus anciennes de ce transporteur de troupes soviétique – de l'armée grecque par 40 véhicules de combat d'infanterie Marder dans le cadre d'un échange circulaire, ou programme dit « Ringtausch », les blindés aériens soviétiques ayant ensuite été transférés à l'Ukraine. Le même type d'accords s'est généralisé lorsqu'il s'est agi de ravitailler à la hâte l'artillerie ukrainienne datant de l'ère soviétique, comme les lance-roquettes multiples Grad. En effet, les États postsoviétiques d'Europe orientale ont proposé de fournir des centaines de milliers d'obus

d'artillerie et de roquettes à l'Ukraine en échange de systèmes de remplacement.

Il ne fait aucun doute que la moralité de cette démarche est très discutable. Bien évidemment, la situation profite, sur le plan budgétaire, à un bénéficiaire en particulier, à savoir le complexe militaro-industriel de l'OTAN, dont les États-Unis sont de loin le principal acteur au niveau mondial. Dans un récent article du *New York Times*, il est expliqué comment l'appât du gain et l'incompétence ont encore compliqué le paysage chaotique de l'Ukraine en ce qui concerne l'afflux d'armes lourdes et légères dans le pays. D'après cet article,

« l'Ukraine a payé des centaines de millions de dollars à des contractants pour des armes qui n'ont pas été livrées, et certaines des armes tant médiatisées données par ses alliés étaient tellement vétustes qu'il a été estimé qu'elles ne pouvaient qu'être démantelées pour récupérer des pièces détachées » ou, tout simplement, être mises au rebut.

Le Gouvernement ukrainien a divulgué des documents qui montrent qu'à la fin de l'année dernière, Kiev avait versé à des fournisseurs d'armes plus de 800 millions de dollars pour des contrats qui n'ont pas été exécutés, en tout ou en partie. Selon le *New York Times*, deux des personnes impliquées dans l'achat de ce matériel ont déclaré qu'au début du printemps, des centaines de millions de dollars avaient été versés, y compris à des entreprises publiques, pour des armes qui n'ont jamais été livrées. Volodymyr Havrylov, Vice-Ministre ukrainien de la défense, a déclaré : « Dans certains cas, nous avons versé de l'argent et nous n'avons rien reçu ». Je voudrais souligner à nouveau que certains de ces contrats ont été conclus avec des entreprises publiques, selon le *New York Times*.

Il est très important que nous essayions de démontrer l'ampleur et le volume des armes qui ont afflué en Ukraine depuis l'année dernière. À eux seuls, les États-Unis se sont engagés à fournir au Gouvernement de Kiev une aide militaire d'un montant bien supérieur à 40 milliards de dollars. L'Union européenne et d'autres États ont également injecté des dizaines de milliards dans un État qui, nous le savons, est l'un des moins réglementés de la planète en matière de lutte contre la corruption et de responsabilité institutionnelle. En outre, l'Ukraine a dépensé des milliards de dollars de sa poche sur le marché privé de l'armement, un domaine où il est extrêmement difficile de garantir une quelconque transparence.

Il convient de rappeler qu'au cours des 20 années d'intervention des États-Unis en Afghanistan, le Département de la défense des États-Unis a versé à différentes entreprises environ 108 milliards de dollars au titre

de contrats pour des travaux effectués dans le pays, et qu'étrangement, un tiers de ces sommes ont été versées à des bénéficiaires non divulgués – des entreprises nationales et étrangères qui ne sont pas identifiées clairement dans les bases de données de passation de marchés accessibles au public. Ces informations proviennent d'un travail de référence réalisé par le Watson Institute for International and Public Affairs de l'université Brown à Rhode Island, aux États-Unis, dans le cadre de son projet de recherche, intitulé « Costs of War », sur la mésaventure afghane.

Ces sommes considérables laisseraient penser au contribuable non averti que l'Ukraine reçoit du matériel de haute technologie, mais au vu de la piètre qualité des dons occidentaux et du taux d'usure brutal sur le champ de bataille, au moins de 30 % de l'arsenal de Kiev font l'objet de réparations à tout moment. Là encore, ces informations proviennent d'une source citée par le *New York Times* dans un autre article. Cet article laisse aussi entendre qu'une récente livraison de 33 obusiers autopropulsés donnés par le Gouvernement italien n'était en fait bonne qu'à être mise au rebut. Le Ministère italien de la défense a indiqué que ces véhicules avaient été mis hors service il y a de nombreuses années, mais que l'Ukraine avait demandé qu'ils soient tout de même remis en état et en service, car elle avait un besoin urgent de moyens lui permettant de faire face à l'agression russe.

Dans un rapport publié en mai dernier, l'inspecteur général du Pentagone met également en évidence certains de ces graves problèmes. Une unité américaine était censée expédier 29 véhicules tout terrain à roues polyvalents – une très petite quantité de matériel – à destination de l'Ukraine depuis un dépôt situé au Koweït. Le coût de cette opération n'a aucun lien avec un quelconque impératif stratégique. À leur arrivée en Pologne, seuls trois de ces véhicules étaient en état d'être utilisés dans le cadre des combats. Les pneus étaient pourris et ont dû être remplacés à grands frais, ce qui a eu pour effet de paralyser toute la chaîne d'approvisionnement.

La même chose s'est produite avec les obusiers M-777, qui représentaient un changement très attendu dans la longue série de changements très attendus qui devaient inverser le cours de la guerre en Ukraine, selon les médias occidentaux. Au lieu de cela, l'obusier M-777 est devenu une cible facile pour les munitions rôdeuses russes. Nous disposons de preuves vérifiables indiquant que plus de 100 de ces unités ont été détruites sur le terrain en Ukraine. Par ailleurs, selon le rapport du Pentagone, au moins un des obusiers M-777 était en si mauvais état qu'il aurait tué les opérateurs qui tentaient de l'utiliser. C'est ce qui ressort du rapport de l'inspecteur général publié en mars 2022.

De même, le Ministre britannique de la défense, Ben Wallace, avait annoncé en grande pompe le transfert prévu d'obusiers AS-90 en Ukraine : « Nous sommes aux côtés de l'Ukraine ». En réalité, lorsqu'on analyse ce transfert, on constate que ces obusiers étaient inutilisables ou dans un état de préparation variable, et ils ont fini par être mis au rebut ou utilisés pour récupérer des pièces détachées.

La distribution désordonnée d'armes légères à travers le pays est sans nul doute tout aussi inquiétante, si ce n'est plus, dans le contexte du conflit ukrainien. Bien avant le début de l'opération militaire russe en Ukraine en février dernier, plusieurs rapports mettaient en évidence les dangers que la distribution généralisée d'armes légères et de munitions dans tout le pays faisait courir à la société civile. Max Blumenthal a fait allusion à certains de ces rapports.

Fait intéressant à noter, en février 2022, les autorités ukrainiennes ont commencé à distribuer des dizaines de milliers d'armes d'assaut, de fusils et de grenades et des millions de cartouches à la population. Au cours d'un seul incident, à six kilomètres du centre de Kiev, des milliers d'armes ont été distribuées à toute personne prête à les porter. Quelque 18 000 armes d'assaut portables, fusils et pistolets avec munitions ont été distribués à des civils sans formation dans les jours qui ont suivi le début de l'intervention russe. Cette information a été confirmée à la British Broadcasting Corporation par Vadym Denysenko, conseiller du Ministère ukrainien de l'intérieur.

Il est impossible d'imaginer le volume d'armes de petit calibre illicites et officielles qui circulent actuellement dans le pays, qui connaît des niveaux catastrophiques de dysfonctionnement et de destruction, de criminalité et de corruption, ou même d'émettre des hypothèses à ce sujet. Je n'ai pas besoin de citer les différents rapports d'INTERPOL à ce sujet, ni le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui a laissé entendre que des armes antichars occidentales se trouvaient actuellement aux frontières d'Israël, entre les mains des ennemis d'Israël. Je ne les citerai pas, car ils sont bien connus et ont été évoqués par d'autres intervenants.

Cela m'amène à mon prochain point, que je tiens vivement à souligner, concernant le potentiel de destruction de chaque arme de type militaire tombée entre de mauvaises mains, la destruction impensable qu'une seule arme antiaérienne pourrait causer à la périphérie de n'importe quel aéroport européen. Nous avons tous vu les conséquences tragiques des attaques terroristes sanglantes perpétrées au théâtre du Bataclan à Paris

en novembre 2015, dans lesquelles 130 civils innocents ont trouvé la mort et 416 ont été blessés. Les attaquants portaient des fusils d'assaut Zastava M70, qui avaient été préalablement désactivés et réactivés pour les attaques. Le M70 est une copie serbe du fusil d'assaut Kalachnikov, l'arme la plus courante, dont les exemplaires circulent aujourd'hui par dizaines ou centaines de milliers en Ukraine. Il s'agit d'une arme meurtrière et performante, facile à utiliser, facile à dissimuler et, si elle se retrouve entre de mauvaises mains, capable de provoquer une destruction et une puissance de feu catastrophiques.

Malheureusement, compte tenu de l'ampleur de la saturation de la société ukrainienne en armes de ce type, il est absolument inévitable qu'un nombre important de ces armes aient été et continuent d'être vendues sur le marché noir aux plus offrants, en particulier dans une société en proie aux conflits, à l'effondrement de la société et l'anarchie qui en découle. Nul besoin de disposer d'un grand nombre d'armes pour provoquer des troubles civils importants et entraîner une grave escalade des conflits au niveau local, voire national.

Dans mon pays, les forces britanniques se sont entendues avec les milices paramilitaires loyalistes dans les années 70 et 80 et au début des années 90 pour terroriser et assassiner des centaines de civils innocents pendant des décennies avec des quantités d'armes relativement minuscules, en fait moins que quelques centaines d'armes à feu. L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a pu représenter une grave menace pour l'État britannique lui-même avec des quantités relativement faibles d'armes et de matières explosibles. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées au cours d'un conflit qui a duré des décennies et qui a été alimenté par un nombre d'armes relativement limité. Lorsque l'IRA a mis son arsenal hors service, il s'est avéré qu'elle n'avait qu'un millier de fusils, deux tonnes de matières explosibles Semtex et sept missiles sol-air. Mais cela a été suffisant pour représenter une menace durable et grave pour l'État britannique.

Comme je l'ai dit à maintes reprises, le nombre d'armes distribués en quelques jours à des civils à Kiev dans le cadre du conflit en Ukraine est bien plus élevé que ces chiffres. Ceux-ci sont tout à fait minuscules, mais ils démontrent qu'un groupe armé relativement petit de l'une ou l'autre partie est capable d'exercer une influence disproportionnée dans toute période d'après-conflit, ce qui pourrait entraîner l'effondrement de tout arrangement ou accord. C'est la prolifération de ces armes qui pourrait conduire à des décennies d'instabilité, non seulement dans d'autres régions d'Europe et au-delà, mais aussi en Ukraine même.

Enfin, pour terminer, je voudrais dire que j'ai récemment passé du temps dans la ville de Belgorod, qui subit des attaques soutenues de l'artillerie et des drones ukrainiens. Je me suis rendu dans la ville de Chebekino et dans un grand centre pour déplacés, que le Gouvernement met à la disposition de dizaines de milliers de civils ordinaires qui ont dû fuir leurs foyers en raison du bombardement aveugle de cibles civiles. J'étais aux côtés d'une femme de 83 ans qui me demandait ce qu'elle avait fait pour mériter qu'un drone ukrainien hautement explosif prenne pour cible sa maison lors d'une attaque terroriste commise contre des civils à Voronej.

J'ai vu ces villages brûler. J'ai entendu la frappe d'artillerie et je dois dire au Conseil que les armes fournies par l'OTAN et ses alliés à l'Ukraine sont délibérément utilisées pour attaquer les populations civiles, quotidiennement, dans le Donbass, à Lougansk, et à Belgorod, tout cela étant miraculeusement invisible pour les médias occidentaux. Il incombe à toutes les personnes ici présentes qui ont une quelconque influence de rendre compte de la réalité du conflit à leur population afin d'éviter la spirale de plus en plus dangereuse de l'escalade qui nous conduit toujours plus loin vers l'absolu, au détriment du compromis.

Je dois aux hommes, aux femmes et aux enfants que j'ai rencontrés dans les zones de conflit et avec lesquels j'ai eu le privilège de m'entretenir de rendre compte de la réalité de la militarisation accrue de la région. J'exhorte le Conseil à rechercher le compromis et la paix et à respecter le mandat démocratique de celles et ceux qui l'ont exprimé. Un règlement interviendra, et je suis absolument convaincu qu'il appartient aux acteurs qui, à Washington et à Londres, alimentent actuellement le conflit par une aide militaire sans cesse croissante à l'Ukraine, de décider où et quand ce règlement interviendra, à la table de négociation ou sur le champ de bataille. À cet égard, nous avons une expression en Irlande : « Celui qui paie les violons choisit la musique ».

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Bowes de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Radchenko.

M. Radchenko (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant le Conseil de sécurité et d'écouter des exposés aussi éloquentes.

La Russie mène une guerre d'agression contre l'Ukraine, une guerre terrible qui a déjà coûté des dizaines de milliers de vies. La Russie a recours à des bombardements aveugles de civils. Ses forces commettent

des atrocités, notamment des actes de torture, des viols et des meurtres. La Russie viole les principes de l'Organisation des Nations Unies, qu'elle a contribué à élaborer au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Hier encore, le Ministre russe des affaires étrangères, Sergey Lavrov, a déclaré lors d'un entretien que personne ne lui avait jamais envoyé la liste des règles de l'ordre international fondé sur des règles. Cette liste existe ; elle s'appelle la Charte des Nations Unies, et voici ce qu'elle dit, au paragraphe 4 de l'Article 2 :

« Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies ».

La Charte des Nations Unies a été signée le 26 juin 1945, au lendemain de la guerre la plus destructrice que le monde ait jamais connue, une guerre menée par celles et ceux qui cherchaient à asservir le monde par la conquête et la violence contre celles et ceux qui s'opposaient à l'agression et qui luttait côte à côte pour leur liberté et leur dignité.

En juillet 1937, après plusieurs années d'empiètement progressif par la création de divers États fantoches, le Japon impérial a envahi la République de Chine. Les armées japonaises ont violemment combattu pour se frayer un chemin à travers la Chine. Le Gouvernement chinois a demandé l'aide de la communauté internationale et l'a reçue. Moscou lui-même a fourni à la Chine des centaines d'avions et même des pilotes, qui ont joué un rôle essentiel dans la résistance chinoise, notamment lors de la bataille de Wuhan, au printemps 1938. Sans l'aide des Soviétiques et, plus tard, des Américains, l'agresseur aurait triomphé et la Chine serait tombée.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale a éclaté en Europe et que les armées allemandes ont semé la désolation dans les pays voisins, les États-Unis se sont montrés à la hauteur de la tâche, à la fois en engageant leurs forces et, de manière déterminante, en fournissant une aide dans le cadre de leur programme Lend-Lease (Prêt-Bail) aux pays qui luttait contre l'agression hitlérienne, y compris l'Union soviétique. Entre 1941 et 1945, les États-Unis ont fourni à l'Union soviétique une aide d'une valeur de 11 milliards de dollars, soit plus de 200 milliards de dollars en dollars d'aujourd'hui, un montant qui n'est surpassé que par celui accordé au Royaume-Uni. Cette aide comprenait plus de 14 000 avions ; 12 000 véhicules blindés, dont 7 000 chars ; plus de 8 000 pièces d'artillerie,

y compris des armes antiaériennes ; plus de 400 000 jeeps et camions et 197 torpilleurs.

À l'époque, les dirigeants de Berlin ont sans doute craint qu'un effort aussi ambitieux de la part des États-Unis ne prolonge la guerre parce qu'il rendait plus difficile pour l'Allemagne de vaincre et d'asservir l'Union soviétique. Mais il convient de rappeler que ces approvisionnements ont permis la survie de l'Union soviétique. Sans eux, l'Union soviétique aurait très certainement été envahie par le III^e Reich, l'ONU n'aurait jamais gagné et M. Max Blumenthal et M. Chay Bowes ne se seraient jamais joints à nous aujourd'hui pour nous parler du fardeau très lourd et totalement inadmissible que représente le fait de défendre la liberté. Pourquoi faisons-nous cela, demande M. Blumenthal de manière rhétorique. Nous le faisons pour que M. Bowes puisse venir ici pour nous dire combien il est terrible d'appuyer une victime d'une agression non provoquée, combien il est terrible d'aider des personnes attaquées et combien il est terrible de résister à la conquête impérialiste.

Je suis historien, et les historiens font le lien entre le passé et le présent afin de mieux comprendre ce que l'avenir peut nous réserver.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie n'est pas un événement historique sans précédent. Des guerres d'agression ont déjà eu lieu par le passé. Des invasions non provoquées se sont déjà produites. Elles ont généralement des conséquences, l'une d'entre elles étant que la partie envahie a tendance à résister à l'envahisseur et à lancer un appel à l'aide. Ce concept a été consacré par l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, qui parle du « droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective », une disposition que personne, malheureusement, n'a montrée à Sergey Lavrov. C'est en vertu de ce droit naturel que l'Ukraine s'est tournée vers le monde et l'a imploré de lui venir en aide. C'est en vertu de ce droit naturel que tant de nations ont contribué à la défense de l'Ukraine en lui livrant l'aide militaire dont elle avait tant besoin. En réalité, ces nations n'en ont pas fait assez, car la Russie continue d'occuper le territoire ukrainien internationalement reconnu, ce qui fait peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales.

Le grand Carl von Clausewitz, qui a d'ailleurs servi dans l'armée russe au cours de l'invasion de la Russie par les troupes napoléoniennes, a un jour observé que l'agresseur « est toujours épris de paix ». En d'autres termes, s'il ne se heurtait pas à une résistance organisée, c'est de manière pacifique que l'agresseur envahirait volontiers ses voisins.

(l'orateur poursuit en russe)

Clausewitz avait raison.

La Russie a beau se plaindre de l'aide extérieure fournie à l'Ukraine, cela ne remet pas en cause les faits suivants.

Premièrement, c'est la Fédération de Russie qui a envahi l'Ukraine pour des raisons fallacieuses, et non l'inverse. Deuxièmement, la Fédération de Russie continue de violer le droit international en menant une guerre d'agression contre un État voisin. Troisièmement, la Fédération de Russie continue de bombarder les villes ukrainiennes, notamment Kramatorsk hier encore, où une frappe balistique a détruit des infrastructures civiles, plus précisément un restaurant, causant la mort de personnes innocentes, dont trois enfants. Quatrièmement, la Fédération de Russie a poussé l'audace jusqu'à demander à l'Occident de ne pas fournir à l'Ukraine les armes dont elle a besoin pour se défendre contre cette attaque perfide. Heureusement, le Conseil de sécurité est capable de faire la différence entre la vérité et le mensonge, entre ceux qui se défendent contre une agression et ceux qui mènent des guerres d'agression, entre ceux qui sont véritablement épris de paix et ceux qui se cachent derrière de belles paroles en faveur d'efforts pacifiques, mais qui en réalité ne pensent qu'à faire la guerre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Radchenko de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais tout d'abord remercier de leurs exposés très complets les intervenants, M^{me} Nakamitsu, et plus particulièrement M. Blumenthal et M. Bowes.

À M. Radchenko, je dirais qu'il faut, s'agissant de l'ordre international fondé sur des règles, se garder de toute hypocrisie. L'ordre international fondé sur des règles n'est pas la Charte des Nations Unies ; il s'agit d'un ensemble de normes qui ont été élaborées par un nombre limité de pays, principalement des pays occidentaux, pour être ensuite présentées par ces derniers comme étant universelles. La situation nous semble confuse : alors que M. Blumenthal et M. Bowes ont parlé de la question à l'examen et nous ont fourni des informations détaillées et utiles concernant les armes livrées à l'Ukraine et leur financement, M. Radchenko, lui, nous a dispensé un cours d'histoire, et nous ne comprenons pas pourquoi il a été choisi pour présenter un exposé.

Comme viennent de nous le dire les intervenants – pas tous, bien sûr –, les menaces qui résultent de la fourniture d'armes occidentales à l'Ukraine ne cessent de croître et de se multiplier. Cela se produit alors que nos anciens partenaires occidentaux, une fois de plus, s'obstinent à vouloir rejeter sur la Russie toute la responsabilité de ce qui se passe en Ukraine, mais les incohérences de leurs discours sont manifestes. Les pays occidentaux s'acharnent à vouloir faire oublier à la communauté internationale que la crise ukrainienne, tout comme les livraisons occidentales d'armes à Kiev, ont commencé bien avant l'opération militaire spéciale. Nous savons aujourd'hui, grâce aux révélations de toute une série de hauts responsables politiques de l'époque, que l'Ukraine a été massivement approvisionnée en armes et préparée à livrer la guerre contre la Russie pendant toutes ces années, sous couvert des Accords de Minsk, qui ont été entérinés par les résolutions correspondantes du Conseil de sécurité alors que ni les pays occidentaux ni Kiev n'ont jamais eu l'intention de les mettre en œuvre.

Pendant ce temps, les civils du Donbass étaient victimes de bombardements massifs. Bien entendu, la Russie ne pouvait demeurer indifférente. Aujourd'hui, cependant, les parrains occidentaux de Kiev tentent de tourner les choses différemment, en affirmant qu'ils n'ont commencé à armer l'Ukraine que lorsque l'opération militaire spéciale a débuté, afin de lui permettre de repousser la prétendue agression russe. Au cours des 18 derniers mois, ce stratagème s'est transformé en une sorte de plan de soutien à une société militaire privée appelée Ukraine, dotée d'armes fournies par l'OTAN principalement à partir d'anciens stocks, les pays fournisseurs finançant en catimini leurs entreprises militaires nationales, des sociétés qui réalisent au passage des profits exorbitants, pendant que les Ukrainiens, eux, se battent et meurent par dizaines de milliers sur le champ de bataille. L'un des intervenants a mentionné que le sénateur américain Lindsey Graham a déclaré au chef du régime de Kiev, à l'occasion de leur rencontre, que ce plan, et les morts russes qui en ont résulté, représentait la meilleure dépense jamais réalisée dans le cadre des efforts déployés par les États-Unis pour aider l'Ukraine.

À ce jour, le montant cumulé de l'aide militaire fournie par les États-Unis et leurs alliés à l'Ukraine s'élève à plus de 55 milliards de dollars. Le fait que ces armes sont utilisées pour bombarder des infrastructures non militaires et qu'elles causent la mort de civils, ce dont il existe une multitude de preuves, n'émeut en rien un Occident prétendument épris de paix. Les pays occidentaux ne se contentent pas d'approvisionner le régime de Kiev en

armes de manière débridée, ils entraînent également les forces ukrainiennes et des bataillons nationalistes sur leur propre territoire, fournissent des renseignements à l'armée ukrainienne en vue de définir des cibles et approuvent même les frappes menées avec des armes occidentales.

Pourtant, les pays occidentaux continuent d'affirmer studieusement qu'ils ne prennent pas part au conflit. Ils sont censés être neutres. Or le droit international est sans équivoque, notamment les dispositions des Conventions de La Haye de 1907 et les règles du droit international coutumier, qui interdisent aux États neutres d'agir de la sorte. Les États qui commettent de tels actes perdent de ce fait leur neutralité et deviennent parties au conflit armé.

Pour se justifier, nos anciens partenaires avancent l'argument suivant. Ils disent que les Conventions de La Haye de 1907 sont terriblement dépassées. Il est très étrange d'entendre cela de la part d'États dont les entités militaires mettent régulièrement à jour et réécrivent des ouvrages volumineux consacrés aux lois et aux coutumes de la guerre. Ces écrits comportent de longs passages portant sur les droits et les devoirs des États neutres et invoquent, entre autres, les règles énoncées dans ces conventions prétendument obsolètes. Je tiens à souligner que ces publications ne sont en rien des doctrines. Il s'agit de lignes directrices concrètes destinées aux commandants d'armée ou de marine, et qui appellent à prendre des mesures extrêmement sévères, notamment le recours à la force, en cas de non-respect de la neutralité. Les Conventions de La Haye de 1907 sont des instruments internationaux qui demeurent en vigueur, elles n'ont pas été abrogées. Leur objectif principal est de prévenir la propagation des conflits armés, d'éviter qu'un nombre croissant d'États n'y soient entraînés.

Les Conventions sont même plus que jamais d'actualité. Après tout, l'Occident collectif a proclamé que son objectif était d'infliger une défaite stratégique à la Russie sur le champ de bataille. Leurs déclarations délirantes s'accompagnent d'actions tout aussi irresponsables. Nous sommes tentés d'appeler cela jouer avec le feu, mais c'est en fait pire que cela : dans sa frénésie militariste, désormais complètement déconnecté de la réalité, l'Occident provoque délibérément une confrontation directe entre des puissances nucléaires.

Un autre argument consiste à faire de notre pays l'agresseur, ce qu'a fait l'Assemblée générale en adoptant une résolution au cours de sa onzième session extraordinaire d'urgence (résolution ES-11/1 de l'Assemblée générale). Les États-Unis ont déclenché un nombre record de guerres d'agression dans l'histoire moderne,

et pourtant, ils déclarent pompeusement pouvoir aider un pays soi-disant victime d'agression sans perdre leur neutralité. Tout juriste international qui se respecte trouverait ces arguments risibles, et ça n'a rien à voir avec le fait que le soutien occidental à ces conventions non consensuelles imposées par l'Occident collectif s'est estompé, une fois les véritables raisons de la crise ukrainienne devenues évidentes. Ce n'est pas non plus dû au fait que les États-Unis et leurs satellites sont les architectes et les principaux bénéficiaires de cette situation. La raison majeure est le fait que, en principe, en vertu de la Charte des Nations Unies, l'Assemblée générale n'est pas habilitée à déterminer s'il y a eu agression. De telles qualifications sont contraires aux dispositions de la Charte et sont nulles *ab initio*. Cela signifie que le terme « agresseur » n'a pas de valeur au plan juridique. Il s'agit en réalité d'un jugement de valeur politique. En l'absence de fondement en droit, tout ce qui a été construit sur la base cet argument – celui de la prétendue neutralité qualifiée – s'effondre tout bonnement.

Tant qu'à parler de jugements de valeur et d'appréciations, l'agresseur est celui qui a organisé un coup d'État sanglant, profasciste, dans un pays voisin du nôtre et qui a fait ensuite de cet État, par tous les moyens disponibles, un ennemi de la Russie et de tout ce qui est russe : notre histoire, notre culture, notre langue et même la foi orthodoxe ; c'est celui qui a formé des combattants, y compris d'ignobles bataillons néonazis, et leur a fourni des armes, bien avant février 2022, sachant pertinemment que celles-ci seraient utilisées pour tuer des civils pacifiques dans le Donbass.

En outre, la façon dont l'OTAN – que l'Ukraine est si impatiente de rejoindre – tente de se présenter comme une alliance purement défensive ressemble à une mauvaise plaisanterie, compte tenu des nombreux actes d'agression militaire non provoqués et injustifiés auxquels ce bloc militariste a participé.

Les arguments de la doctrine juridique occidentale concernant la prétendue légitime défense collective au titre de l'Article 51 ne résistent pas non plus à un examen approfondi. À cet égard, deux questions principales se posent.

Tout d'abord, nous n'avons pas le souvenir que le Conseil ait été informé, alors que selon la Charte, il devrait l'être immédiatement.

De plus, une déclaration de légitime défense contre la Russie reviendrait à déclarer un état de guerre contre notre pays.

Les mentions faites de prétendues contre-mesures en vertu du droit international sont encore plus intéressantes. Comme nous le savons tous, ces mesures doivent répondre

au critère de proportionnalité. Mais quel genre de dommages la Russie a-t-elle causés aux États-Unis ou à l'Union européenne qui justifieraient l'assassinat de nos citoyens avec des armes occidentales, le sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2 et les attaques terroristes commises contre d'éminentes personnalités russes ? Avant qu'il ne soit trop tard, nous recommandons aux auteurs de ces constructions spéculatives de réfléchir à cette question clef : quelles devraient être les contre-mesures de la Russie dans ce cas ?

Aujourd'hui, nos anciens partenaires au sein du Conseil parleront probablement à nouveau de leur détermination à régler la crise en Ukraine. Il y a cependant un fait qui ne cadre pas avec le récit propagé par l'Occident. Dès le printemps de l'année dernière, le chef de l'équipe de négociation ukrainienne a paraphé un projet d'accord de paix à Istanbul. Le Président de la Russie a présenté publiquement ce document lors d'une récente réunion avec des dirigeants africains. Mais lorsque le régime de Kiev, sous la pression de ses parrains occidentaux, est revenu sur cet accord qui était déjà conclu et a adopté une loi interdisant de tenir des pourparlers de paix avec la Russie, il est devenu clair que les États occidentaux n'avaient aucune envie d'instaurer une paix durable dans notre région.

Où cela nous mène-t-il ? En mars de l'année dernière, les pays occidentaux n'ont pas permis à l'Ukraine de s'entendre avec la Russie sur une coexistence pacifique et de devenir un État neutre, non aligné et ne présentant aucune menace. Au lieu de cela, ils arment de toutes les manières possibles le pays dans l'espoir insensé que l'Ukraine sera en mesure de vaincre la Russie. Le matériel occidental fourni à Kiev est détruit sur le champ de bataille, tandis que le régime de Kiev et ses parrains sont presque à court de matériel ukrainien et de matériel soviétique vétuste.

D'ailleurs, aujourd'hui, juste avant notre séance, le Premier Ministre de la Lettonie a déclaré que « l'Ukraine a déjà été intégrée à l'OTAN en termes d'armements ». Il est difficile de contredire cela, car l'Ukraine n'est aujourd'hui capable de se battre qu'avec les armes qu'elle reçoit des pays occidentaux et de l'OTAN. Elle n'a pratiquement pas d'autres armes.

Par ailleurs, M. Borrell Fontelles, le personnage phare de la diplomatie européenne, a annoncé aujourd'hui que l'Union européenne envisageait de transformer la facilité européenne pour la paix en un fonds de défense pour l'Ukraine. Nous conseillons à M. Borrell Fontelles, comme nous l'avons déjà fait, de ne pas se contenter de demi-mesures et de solutions provisoires, mais de changer immédiatement le nom de la facilité européenne pour la paix en « facilité européenne pour la guerre ».

L'Ukraine n'a plus d'armes qui lui appartiennent. On continue pourtant d'envoyer des Ukrainiens se battre, tels des agneaux envoyés à l'abattoir, dans le cadre de la soi-disant contre-offensive des forces armées ukrainiennes, que les Ukrainiens appellent le « hachoir de Zaporizhzhia ». Le régime de Kiev n'a pas encore mobilisé l'ensemble de ses réserves, même si cela ne saurait tarder, mais – et c'est extrêmement triste – les cimetières ukrainiens viennent à manquer de place. Et ce carnage inutile, que seuls les pays occidentaux souhaitent, est imposé à l'Ukraine dans le seul but de faire état d'au moins un certain succès lors du sommet très attendu de l'OTAN qui se tiendra à la mi-juillet. Les gouvernements occidentaux pourront alors affirmer que les sommes considérables dépensées pour l'Ukraine ne sont pas gaspillées, et de nouvelles armes seront envoyées sur place pour finir par être détruites sur le champ de bataille, tout comme celles dont disposent actuellement les forces armées ukrainiennes. La quantité d'armes fournies, quelle qu'elle soit, ne modifiera pas le rapport de forces. La plupart des experts militaires indépendants admettent déjà ouvertement que la défaite du régime de Kiev n'est qu'une question de temps. La question est de savoir combien de victimes les forces armées ukrainiennes sacrifieront absolument en vain d'ici là. Seuls les propagandistes occidentaux promeuvent des slogans vides de sens, affirmant que l'Ukraine peut gagner. En réalité, ils ne se soucient pas le moins du monde des intérêts des Ukrainiens. Ils veulent seulement affaiblir la Russie autant que possible.

Bien entendu, nos adversaires ont toujours parmi les cordes à leur arc des attentats terroristes orchestrés et médiatisés qu'ils tentent d'imputer à la Russie, notamment les événements de Boutcha ou la destruction du barrage hydroélectrique de Kakhovka. Espérons, Dieu nous en préserve, qu'ils n'oseront pas provoquer un accident à la centrale nucléaire de Zaporojie, que les Ukrainiens continuent de bombarder. Un tel acte tuerait et toucherait un grand nombre de personnes dans toute l'Europe. Aujourd'hui, nous avons distribué une lettre en tant que document officiel du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, dans laquelle nous réaffirmons – contrairement aux insinuations insensées du régime de Kiev – que nous n'avons pas l'intention de faire exploser la centrale nucléaire de Zaporojie qui est sous notre contrôle, et exhortons le Secrétaire général et la communauté internationale à user de leur influence sur Kiev pour qu'elle s'abstienne de toute provocation à l'encontre de la centrale nucléaire.

C'est à peu près ce à quoi ressemble la situation actuelle. Et aujourd'hui, après avoir gâché une possibilité de faire la paix en mars de l'année dernière par la faute des

États-Unis et de l'Union européenne, les conditions pour parvenir à la paix en Ukraine seront bien sûr différentes. Je voudrais conclure par une citation d'un dirigeant européen très respecté et expérimenté. La semaine dernière, il a littéralement déclaré ce qui suit :

« L'Ukraine n'est plus un État souverain. Elle n'a ni argent ni armes. Elle ne peut continuer à se battre que grâce à l'aide fournie [par l'Occident] ».

Selon cet homme politique, la seule façon de sauver l'Ukraine est que

« les Américains entament des négociations avec les Russes, créent une architecture de sécurité et trouvent une place pour l'Ukraine dans cette nouvelle architecture de sécurité ».

Il n'y a pas grand-chose à ajouter à cela. La bonne nouvelle, c'est que les dirigeants occidentaux commencent enfin à prendre conscience de l'amère vérité. Continuer à fournir des armes occidentales à l'Ukraine ne mènera pas au résultat souhaité par l'Occident, à savoir vaincre la Russie sur le champ de bataille et lui infliger une défaite stratégique. Nous aimerions que nos collègues occidentaux s'en rendent compte le plus rapidement possible.

M. Hauri (Suisse) : Je remercie la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, M^{me} Izumi Nakamitsu, pour son intervention. Nous avons également pris note des autres présentations. Je me concentrerai aujourd'hui sur trois points principaux.

Premièrement, la Suisse condamne fermement l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine. Nous rejetons toute tentative de justifier et de déformer la responsabilité de cet acte ainsi que ses conséquences. Par celui-ci, la Russie viole gravement le droit international, notamment l'interdiction du recours à la force inscrite dans l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. L'Ukraine a le droit d'assurer sa sécurité et de défendre son intégrité territoriale et sa souveraineté.

Deuxièmement, plusieurs résolutions du Conseil interdisent les livraisons d'armes en provenance de certains pays. De telles livraisons, ainsi que l'utilisation de ces armes pour des attaques ciblées contre des infrastructures civiles, constituent des violations multiples du droit international. Nous appelons tous les États à respecter leurs obligations, y compris les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous regrettons le lourd tribut payé par la population civile dans cette guerre. La Suisse appelle au strict respect du droit international humanitaire. Dans la conduite des hostilités, les principes de

distinction, de proportionnalité et de précaution doivent être respectés. Nous condamnons toute attaque menée en violation de ces principes et réaffirmons que les responsables de tels actes doivent être traduits en justice et que les victimes doivent recevoir le soutien nécessaire pour leur réhabilitation physique, mentale, sociale et économique.

Troisièmement, avec la résolution ES-11/6 de l'Assemblée générale, nous disposons d'une base largement étayée pour une paix globale, juste et durable en Ukraine, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Nous saluons les efforts diplomatiques qui sont poursuivis en accord avec ces principes.

Cette guerre engendre une immense souffrance pour la population civile en Ukraine et accroît l'instabilité dans le monde, avec des conséquences imprévisibles, également en Russie. Nous rappelons ici notre inquiétude quant à l'intention de déployer des armes nucléaires au Bélarus. Pour qu'une solution diplomatique puisse être poursuivie, nous appelons la Russie, une fois de plus, à entamer une désescalade de la situation, à cesser toutes les opérations de combat et à retirer sans délai les troupes du territoire ukrainien.

M^{me} Hackman (Ghana) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier la Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, M^{me} Izumi Nakamitsu, de son exposé instructif. Nous avons également pris note des autres exposés.

Cela fait maintenant 491 jours que la Fédération de Russie a lancé sa guerre sanglante et implacable contre l'Ukraine, causant d'indicibles souffrances aux civils innocents, qui vivent désormais sous la menace constante d'une atteinte à leur vie. Outre la crise humanitaire qui en résulte, la guerre est devenue un axe de nouvelles tensions géopolitiques, qui ont de lourdes conséquences pour la paix et la sécurité internationales en Europe. En dehors de la zone de combat, la guerre continue de mettre à mal l'économie mondiale, avec une hausse persistante des prix des denrées alimentaires et de l'énergie et un durcissement des conditions financières et monétaires internationales.

Comme l'a confirmé l'exposé présenté au Conseil la semaine dernière (voir S/PV.9357), la guerre a entraîné le déplacement de quelque 10 millions de personnes et fait plus de 24 000 victimes civiles. Comme on le rappelle souvent au Conseil, ces chiffres sont probablement plus élevés, puisqu'ils ne représentent que les chiffres rapportés par les sources officielles de l'ONU. Les éléments de preuve attestant des destructions massives commises dans de nombreuses régions du pays ne manquent pas.

Les maisons, les écoles, les installations médicales, les transports, les infrastructures énergétiques et autres infrastructures critiques sont détruits à un rythme alarmant, en violation flagrante des interdictions prévues par le droit international humanitaire. Les opérations de secours se poursuivent actuellement sur le site d'un restaurant de la ville de Kramatorsk qui a été touché par un missile. Plusieurs personnes, dont des enfants, auraient été blessées ou tuées.

Comme on le sait, les conflits violents, tels que celui qui sévit en Ukraine, créent des conditions propices à l'accumulation d'armes et à leur détournement, car les armes échappent au contrôle des gouvernements et se retrouvent entre les mains d'acteurs auxquels elles n'étaient pas destinées et dans des situations de conflit dans d'autres régions du monde. C'est dans cette optique que, lors de précédentes discussions sur le sujet, ma délégation a insisté sur le strict respect du Traité sur le commerce des armes et d'autres obligations internationales visant à prévenir le détournement ou le transfert illicite d'armes classiques.

Il importe que, dans le cadre du maintien de la paix et de la sécurité internationales, les États Membres qui apportent une aide en matière de défense à l'Ukraine mettent en œuvre des mesures de maîtrise des armements à tous les stades du transfert des armes, y compris l'évaluation des risques, la tenue de registres, la surveillance et le suivi, ainsi que des dispositions relatives au désarmement à la fin du conflit. Ces mesures sont indispensables pour garantir que l'appui militaire fourni au cours de la guerre permette exclusivement de renforcer la capacité de l'Ukraine d'exercer son droit de légitime défense, conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies.

Depuis le début de la guerre, le Ghana a eu du mal à comprendre les différents arguments avancés par la Fédération de Russie pour justifier son comportement en Ukraine. Nous ne parvenons pas non plus à comprendre l'idée selon laquelle les efforts déployés pour appuyer le recours légitime à la force par l'Ukraine pour défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale entraveraient les efforts de paix. Selon les règles du droit international et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, les relations entre les États doivent être guidées par les principes de respect mutuel, de coexistence pacifique et de coopération. Tous les États Membres, et plus particulièrement les membres du Conseil de sécurité, ont l'obligation de respecter et de défendre les principes fondamentaux de souveraineté, d'indépendance politique et d'intégrité territoriale, qui régissent les relations interétatiques et constituent le fondement d'un ordre international stable.

C'est sur cette base que le Ghana continue d'appeler à la cessation des hostilités et exhorte la Fédération de Russie à mettre fin à la guerre en procédant au retrait immédiat et sans condition de ses forces de l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine. Nous rappelons par ailleurs que toutes les parties doivent absolument s'abstenir de prendre pour cible la population civile et d'infliger de nouveaux dommages aux infrastructures civiles ukrainiennes.

Un grand nombre d'États Membres de l'ONU, y compris les membres du Conseil, ont pris position en faveur de la paix en Ukraine et appelé à maintes reprises à un règlement pacifique, conformément au droit international et aux valeurs fondamentales sur lesquelles repose l'Organisation. Il incombe à présent aux parties de surmonter leurs différends et de revenir à la table des négociations pour trouver une solution globale et durable.

Dans un monde post-moderne et globalisé où les enjeux auxquels sont confrontées les nations transcendent les frontières physiques et politiques, une approche de la sécurité fondée uniquement sur le repli national, comme cela semble être le cas, peut être une solution temporaire, mais n'est pas viable pour le maintien de notre sécurité collective mondiale d'une manière générale. C'est pourquoi nous encourageons l'intensification des efforts diplomatiques en faveur d'un dialogue constructif susceptible de déboucher sur un règlement durable entre les deux parties et dans l'intérêt de tous les autres acteurs.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe Nakamitsu et M. Radchenko de leurs exposés. Je voudrais formuler trois observations.

Premièrement, le Gouvernement britannique a été clair quant au soutien militaire qu'il a apporté à l'Ukraine en matière de défense. Il faut reconnaître le mérite des Ukrainiens et des Ukrainiennes, qui ont fait preuve de courage et d'une détermination sans faille, mais nous sommes fiers de les épauler dans leur lutte pour la liberté. Nous ne nous contentons pas de leur fournir des armes. Près de 17 000 soldats ukrainiens ont reçu une formation au Royaume-Uni depuis le début de l'invasion russe. Nous aiderons également le peuple ukrainien à reconstruire son pays lorsque la paix aura été rétablie, comme nous l'avons fait la semaine dernière lors de la Conférence sur le relèvement de l'Ukraine, au cours de laquelle la communauté internationale a annoncé des contributions de plus de 60 milliards de dollars. L'Ukraine a toujours besoin de notre soutien. Pour l'Ukraine, c'est une guerre de survie ; pour la Russie, c'est une guerre de choix.

Deuxièmement, rappelons-nous comment la Russie a décidé de mener cette guerre voulue : en bombardant des habitations civiles, en ayant recours à la stratégie d'attaques par vagues humaines, sous la menace d'armes, en cautionnant les atrocités commises par ses forces battant en retraite, ou encore en détenant arbitrairement des centaines de civils, dont plus de 90 % ont déclaré avoir été victimes d'actes de torture ou de mauvais traitements de la part de leurs ravisseurs russes. Mardi, des missiles russes ont frappé une pizzeria à Kramatorsk, faisant 10 nouvelles victimes innocentes. Deux sœurs jumelles, Yuliya et Anna Aksenchenko, figurent parmi les victimes de cette attaque. Elles n'avaient que 14 ans.

Cette semaine, le Secrétaire général a publié son rapport sur les enfants et les conflits armés (S/2023/363). La Russie est membre du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés, et elle sait que le système d'établissement de rapports à cet égard est l'un des plus rigoureux utilisés à l'ONU. Le rapport est choquant. Un membre permanent est inscrit sur les listes du Conseil aux côtés de groupes terroristes tels que les Chabab et Daech pour avoir commis des violations graves contre des enfants dans des situations de conflit armé. Les forces russes sont responsables du meurtre, de l'enlèvement et du viol d'enfants, dont certains ne sont âgés que de 4 ans. Elles ont utilisé à 90 reprises des enfants comme boucliers humains. Tous les Russes devraient avoir honte de ce que leur armée a fait en Ukraine. Mais l'armée russe ne se bat pas seule. Poutine a mis des chars, des roquettes, des missiles antiaériens et toutes sortes d'armes à la disposition des forces mercenaires qui ne rendent compte de leurs actions à personne et dont les membres ont été recrutés parmi des voyous et des détenus. Il y a un an, la Russie a nié l'existence du groupe Wagner. Aujourd'hui, la rébellion d'Evgeniy Prigozhin a publiquement détruit les arguments de Poutine en faveur de la guerre en Ukraine. La marche du groupe Wagner vers Moscou nous a permis de voir la vitesse à laquelle les Russes peuvent quitter l'Ukraine s'il le souhaite.

Troisièmement, il ne fait aucun doute que les efforts diplomatiques seront essentiels pour instaurer la paix, et nous prenons note des différentes initiatives lancées en faveur de la paix, notamment la récente visite de dirigeants africains à Kyïv et à Moscou ce mois-ci. Le Royaume-Uni appuie pleinement le plan de paix en 10 points du Président Zelenskyy. La seule voie qui conduira à une paix durable est que Poutine retire ses troupes et mette fin à cette effusion de sang dès maintenant. Nous continuerons de soutenir le peuple ukrainien dans sa quête d'une paix juste et durable qui respecte la souveraineté

et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, conformément à la Charte des Nations Unies.

M. de Almeida Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe Nakamitsu de son exposé. Je remercie également les autres intervenants de leurs présentations.

Le Brésil partage les préoccupations concernant le risque de déstabilisation que représente les transferts d'armes vers les zones de conflit. Notre position de principe sur le sujet reste la même.

Tout d'abord, nous reconnaissons le droit naturel de l'Ukraine et de tous les États Membres de légitime défense. Ce principe ne nous dispense pas de l'obligation, inscrite à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies, de rechercher une solution pacifique aux différends par voie de négociation directe, de conciliation, de médiation et par d'autres moyens pacifiques de notre choix.

De plus, nous avons toujours affirmé que la disponibilité d'armes et de munitions peut devenir un facteur de déstabilisation à long terme et accroître les menaces pour la sécurité des populations civiles. À cet égard, nous devons avoir conscience des risques réels de détournement d'équipements militaires au profit d'acteurs non étatiques, notamment de groupes criminels et terroristes.

Enfin, nous estimons que le Traité sur le commerce des armes fournit les moyens de limiter les transferts illégaux et de prévenir les détournements. Il est essentiel de tenir des registres précis et de garantir la transparence des transactions. Nous encourageons les autres États Membres à tenir compte des dispositions du Traité sur le commerce des armes, lorsqu'ils procèdent à des transferts d'armes.

M. de Rivière (France) : Je remercie M^{me} Nakamitsu pour sa présentation.

La Russie porte seule la responsabilité de cette situation. C'est elle qui a décidé, en violation de toutes les normes du droit international, et au nom d'une tentative grossière de réécriture de l'histoire, d'agresser un pays souverain voisin. Nul autre qu'elle ne cherche à entretenir la guerre contre l'Ukraine. Elle peut y mettre un terme à tout moment, en retirant ses troupes, comme la Cour internationale de Justice l'a exigé il y déjà plus d'un an. Contrairement à ce que la Russie affirme, l'Ukraine n'a jamais représenté une menace, ni pour l'intégrité territoriale de la Russie, ni pour les populations russophones d'Ukraine. Notre position est constante : l'agression menée par la Russie ne doit pas et ne sera pas récompensée, car elle bafoue les principes des Nations Unies, car

elle banalise le recours à la force, car elle augure d'un monde où la souveraineté des États ne dépendrait plus que des rapports de force.

L'Ukraine n'a pas voulu la guerre et n'a rien fait pour la provoquer. Celle-ci menace la sécurité de l'ensemble du continent européen. C'est pourquoi, la France, avec ses partenaires, a fait le choix de soutenir résolument le peuple ukrainien dans son droit légitime à la défense de sa souveraineté et de l'intégrité territoriale, deux principes qui sont au cœur de la Charte. Nous continuerons de le faire à titre bilatéral et via l'Union européenne, tant que des soldats russes se trouveront illégalement sur le territoire de l'Ukraine.

En concentrant nos efforts sur les capacités anti-aériennes, nous aidons le peuple ukrainien à se défendre face aux frappes russes contre les infrastructures civiles. Avant-hier encore, la Russie a visé un restaurant à Kramatorsk avec une frappe de missile qui a fait au moins 11 morts et 61 blessés. Ces frappes systématiques contre les infrastructures civiles sont constitutives de crimes de guerre. Ces dernières semaines, nous avons intensifié les livraisons d'armes et de munitions, de véhicules blindés, de soutien logistique et nos actions de formation. En appuyant la contre-offensive ukrainienne, nous souhaitons mettre l'Ukraine en position de force pour créer les conditions de la tenue de négociations crédibles débouchant sur une paix juste et durable.

Pour masquer ses responsabilités, la Russie cherche à détourner l'attention en s'appuyant sur les analyses des soi-disant experts que nous avons entendus aujourd'hui. Mais pour soutenir son agression, elle se procure des drones de combat iraniens qu'elle lance contre les infrastructures civiles. Elle achète en secret des missiles et des munitions à la Corée du Nord. Et elle fait tout cela en violation des résolutions du Conseil de sécurité. Certaines de ces armes sont utilisées sur le terrain par des milices financées par l'État russe. La Russie commence aujourd'hui à mesurer le coût de ce choix pour elle-même. Elle est atteinte par l'instabilité qu'elle a elle-même causée.

Cette agression a des répercussions catastrophiques pour l'Ukraine et pour le monde entier. Mais elle est aussi une impasse pour la Russie, qui doit réaliser que notre soutien à l'Ukraine ne faiblira pas. Et qu'il n'y a qu'une seule issue possible : une paix conforme à la Charte des Nations Unies, qui respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

M. Biang (Gabon) : Je remercie la Haute-Représentante Nakamitsu pour son exposé édifiant. Nous avons écouté avec attention M. Blumenthal, M. Bowes et M. Radchenko.

Après 16 mois de guerre, l'Ukraine reste toujours plongée dans une spirale de violence sans précédent. La guerre génère une terrible souffrance humaine et une situation humanitaire aux conséquences dévastatrices. À ce tableau, viennent se greffer les crises alimentaires et énergétiques, qui assombrissent l'horizon de la paix. Le dernier rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme fait état de 24 862 victimes civiles, 1 000 cas d'attaques d'infrastructures sanitaires et 260 sites endommagés selon l'UNESCO. Les annonces d'offensives et de contre-offensives de part et d'autre laissent craindre un bilan plus grave en termes de pertes en vies humaines et de déplacements massifs de population.

Les attaques récurrentes perpétrées par les belligérants contre la centrale de Zaporizhzhia, laissent planer le risque d'une catastrophe nucléaire ; alors que demeure pendante, les conséquences liées à la destruction du barrage de Kakhovka, source d'insécurité écologique, humaine et économique. Mon pays condamne l'usage de toutes sortes d'armes frappant sans discrimination et ciblant des populations et des infrastructures civiles, y compris les armes télécommandées qui infligent des souffrances inutiles aux populations et contribuent à alimenter le climat de terreur.

Mon pays réitère son soutien au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique et invite les parties au respect des cinq principes garantissant la sécurité et la sûreté nucléaires. Nous sommes opposés à toute politisation et banalisation de la question nucléaire. Les centrales nucléaires sont des infrastructures civiles protégées par le droit international humanitaire. La logique de la diplomatie doit prévaloir sur la logique de la force et celle de la prolifération des armes, source d'accentuation du conflit.

Mon pays appelle les belligérants à faciliter un accès sûr et sans entrave de l'aide humanitaire à toutes les zones dans lesquelles il y a un besoin.

Pour terminer, nous réitérons notre appel à la désescalade et à l'engagement de négociations de bonne foi pour mettre fin à la guerre en Ukraine.

M^{me} Frazier (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie la Haute-Représentante Nakamitsu de son exposé, ainsi que les autres intervenants de leurs contributions.

La Fédération de Russie a demandé la tenue de la séance d'aujourd'hui dans le but de condamner la hausse des livraisons d'armes à l'Ukraine. C'est la sixième fois que le Conseil doit se réunir pour débattre de cette question, dans le but de détourner l'attention des actes et des violations

effroyables du droit international humanitaire perpétrés par les forces russes en Ukraine. Comme l'ont fait remarquer d'autres membres du Conseil, ces séances n'ont qu'un seul but : permettre à la Russie d'essayer cyniquement de justifier son agression non provoquée contre l'Ukraine.

Malgré ces diversions, nous ne devons pas perdre de vue la réalité sur le terrain. Cette réalité, c'est que le 24 février 2022, la Fédération de Russie – membre permanent du Conseil, à qui incombe le maintien de la paix et de la sécurité internationales – a décidé d'envahir son voisin. C'est la Russie qui a pris la décision de recourir illégalement à l'emploi de la force et de causer la dévastation qui en a découlé. La fin de la guerre dépend de la Russie et de ce qu'elle décidera de faire ensuite. Il en va de même pour les perspectives de paix. En attendant, l'Ukraine a le droit légitime de se défendre contre l'agresseur, comme le prévoit l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

La position de Malte reste inchangée. La souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues doivent être pleinement préservées.

La terrible crise humanitaire engendrée par l'invasion à grande échelle de l'Ukraine doit rester au centre de l'attention. Près d'un tiers de la population ukrainienne a été déplacée : 5,9 millions de personnes à l'intérieur du pays et plus de 8 millions d'autres, principalement des femmes, forcées de fuir, en conséquence de quoi elles sont davantage exposées aux violences sexuelles et fondées sur le genre, et confrontées à des conditions sanitaires délétères.

Nous sommes également alarmés par le nombre élevé de violations graves des droits humains, notamment les meurtres et les mutilations, les enlèvements, les viols et autres formes de violence sexuelle contre les enfants, ainsi que les attaques contre les écoles et les hôpitaux, perpétrées par les forces armées russes. Nous nous inquiétons en outre des mauvais traitements systématiques infligés par la Russie aux prisonniers de guerre et otages civils ukrainiens dans les territoires ukrainiens temporairement et illégalement occupés et en Russie. Nous exigeons la libération immédiate de tous les individus illégalement privés de liberté.

Nous appelons toutes les parties à respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme. L'agression de la Russie contre l'Ukraine a des répercussions non seulement sur près de 18 millions de personnes en Ukraine, mais également dans le monde entier.

Enfin, Malte souligne une fois de plus la nécessité impérieuse de parvenir à une paix globale, juste et durable en Ukraine, qui constitue une priorité absolue. Le Conseil de sécurité a le devoir de faire la distinction entre la victime et l'agresseur et de reconnaître le droit de l'Ukraine à la légitime défense. La souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine doivent être pleinement respectées.

Nous exhortons la Fédération de Russie à cesser les hostilités, à retirer ses forces militaires et ses mandataires de l'ensemble du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues et à s'engager sur la voie d'un dialogue constructif et de la diplomatie comme moyen d'instaurer une paix, une sécurité et une stabilité durables.

M. Kumanga (Mozambique) (*parle en anglais*) : Le Mozambique remercie la Secrétaire générale adjointe aux affaires de désarmement, M^{me} Nakamitsu, ainsi que tous les autres intervenants de leurs exposés éclairants d'aujourd'hui.

La guerre en Ukraine, dont les conséquences humanitaires ne cessent de s'aggraver, a gagné en intensité, et ce, malgré les efforts déployés par l'ensemble de la communauté internationale pour mettre fin au conflit, qui a coûté la vie à des milliers de personnes et détruit les infrastructures économiques et sociales. Ce conflit nous concerne tous. Il constitue une menace grave contre la paix et la sécurité internationales.

Nous estimons que la poursuite du conflit armé et de la confrontation violente en Ukraine n'est pas la solution – elle n'est pas dans l'intérêt des parties, ni dans celui de la communauté internationale. À cet égard, nous appelons les parties au conflit à assumer la responsabilité de la protection des civils et à veiller au respect du droit international et du droit international humanitaire applicable.

Le Mozambique tient à renouveler son appel à une cessation immédiate des hostilités et à un retour à des négociations directes entre les parties, de toute urgence et dans le plein respect de la Charte des Nations Unies et des décisions pertinentes du Conseil de sécurité.

M. Ishikane (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe Nakamitsu et les autres intervenants de leurs exposés.

La Russie a demandé la tenue de cette séance pour débattre de la question de l'augmentation des livraisons d'armes à l'Ukraine et de ses implications pour les efforts diplomatiques déployés pour régler la crise ukrainienne.

Elle semble se concentrer sur les partisans de l'Ukraine dans la situation tragique actuelle, mais nous ne devons pas perdre de vue la cause première.

Le Japon réaffirme sa position de base : c'est la Russie qui a déclenché la guerre d'agression non provoquée contre l'Ukraine. Nous soulignons donc le droit de l'Ukraine à la légitime défense face à l'agression. Des armes sont fournies à l'Ukraine pour lui permettre de se défendre. La communauté internationale apporte son appui à l'Ukraine afin de mettre un terme à l'agression de la Russie et de maintenir la paix et la sécurité internationales. En revanche, aucun pays ne devrait soutenir l'agression de la Russie.

Le Japon a fait part de sa position sur le transfert de drones de l'Iran vers la Russie. En outre, nous sommes préoccupés par les informations faisant état de transactions d'armes entre la Russie et la Corée du Nord. Toute transaction d'armes avec la Corée du Nord constitue une violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et doit être condamnée. Le Japon suit de près l'évolution de la situation à cet égard.

Tous les efforts déployés pour trouver une solution diplomatique afin de mettre un terme à la guerre doivent être fondés sur la justice. Nous connaissons tous la réalité incontestable, telle que l'a affirmée l'écrasante majorité de l'Assemblée générale : l'agression de la Russie constitue une violation flagrante du droit international, et notamment de la Charte des Nations Unies. Le Japon n'est pas convaincu par l'argument selon lequel les efforts de soutien à la légitime défense entravent les efforts diplomatiques pour mettre fin à l'agression.

Je voudrais poser une question à tous les membres : si un pays voisin lançait une guerre d'agression contre leur patrie et occupait leur territoire, puis s'opposait aux efforts diplomatiques déployés pour mettre fin à l'agression, quelle serait leur réponse ? Pour la plupart des États souverains, un tel argument est inacceptable.

Au lieu de lier l'appui apporté à l'Ukraine aux divers efforts diplomatiques, la Russie doit retirer toutes ses forces et tout son matériel militaire de l'Ukraine et respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de ce pays à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe Nakamitsu de son exposé et M. Radchenko de ses observations.

Nous déplorons la perte de temps occasionnée par le fait que deux personnes partageant exactement les mêmes positions, prétendant guider le Conseil de

sécurité, le fourvoient en exposant des points de vue partiels. Édulcorer un acte d'agression en faisant appel à des locuteurs de langue maternelle anglaise ne le rendra jamais plus digeste. Cela ne suffira pas à faire accepter une version des faits qui était fautive dès le départ, qui reste hypocrite et qui est aujourd'hui totalement démentie, même par ses complices. Vendredi dernier, Yevgeny Viktorovich Prigozhin, que l'on ne présente plus, a décrit l'invasion de l'Ukraine comme « un racket orchestré par une élite corrompue ».

Cela a été dit à maintes reprises et nous ne pouvons que le répéter : lorsqu'un pays souverain, une nation indépendante, est attaqué sans l'ombre d'une justification ; lorsque des personnes sont tuées chez elles, dans des hôpitaux, des écoles et des jardins d'enfants, y compris dans un restaurant du centre-ville, dans le seul but de satisfaire un appétit impérial insatiable ; et lorsqu'un Membre de l'ONU subit des destructions qui sèment le chaos dans le pays, la région, le continent et le monde, les condamnations ne suffisent pas. C'est bien de rappeler les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, mais cela ne suffit pas. C'est bien d'appeler à la fin de la guerre alors que des dizaines de missiles et de drones obtenus illégalement détruisent des infrastructures civiles, mais cela ne suffit pas. Il faut faire davantage. Il était urgent – et il est toujours urgent – d'aider les Ukrainiennes et les Ukrainiens à agir avec courage, alors qu'ils défendent leur liberté et leur droit d'être eux-mêmes et défendent leurs terres, leurs foyers et leurs familles ; et de veiller à ce que la Charte des Nations Unies ne soit pas réduite à un simple bout de papier, mais qu'elle ait un sens et un but.

C'est exactement ce que de nombreux pays ont fait et continueront de faire. Je mets au défi nos collègues de la Fédération de Russie de citer un seul article de la Charte des Nations Unies, ou bien une seule ligne d'une résolution de l'ONU ou d'un texte de droit international qui justifierait leur agression. Ils ne le feront pas, pour la simple raison qu'il n'y en a pas. En revanche, je peux les renvoyer à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, qui fournit très clairement une base juridique aux États pour offrir toute forme d'aide à un pays qui exerce son droit naturel de légitime défense pour défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale. Et la différence est de taille, car il y a un agresseur et une victime, ce qui vide de son sens et rend absurde l'argument du « deux-campisme » pour ce qui est de mettre un terme à la guerre. Il est essentiel de reconnaître qu'une partie a déclenché le conflit et qu'elle a par conséquent la responsabilité d'y mettre fin. Il est facile d'identifier cette partie. Elle est systématiquement condamnée par 143 Membres de l'Assemblée générale.

Il existe aussi une autre grande différence. Les transferts d'armes à destination de l'Ukraine sont effectués conformément à la législation nationale des pays concernés, au Traité sur le commerce des armes, aux obligations découlant de ces actes et à une évaluation du risque de détournement. La Secrétaire générale adjointe Nakamitsu vient de confirmer que les informations sur ces transferts étaient disponibles auprès de sources ouvertes. En outre, une commission ad hoc mise en place par le Parlement ukrainien est chargée de contrôler l'ensemble du processus afin que les armes soient utilisées à des fins de défense et ne tombent pas entre de mauvaises mains.

Pendant ce temps, la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, utilise des armes obtenues illégalement auprès de la République populaire démocratique de Corée et de l'Iran, violant ainsi ouvertement et de manière flagrante ce qu'elle est chargée de faire respecter, à savoir les résolutions du Conseil de sécurité qu'elle a elle-même adoptées.

Un couteau reste un couteau, tout dépend de l'usage qui en est fait. Certaines armes servent à protéger des vies, d'autres à tuer des civils innocents, y compris des enfants en train de dîner à la pizzeria de Kramatorsk. Par conséquent, la Russie ne pourra pas rejeter la responsabilité de la guerre sur d'autres – sur l'Ukraine, comme elle le prétend, ou sur d'autres pays, comme elle en fait la propagande. N'oublions pas que toutes les questions dont nous parlons, y compris la fourniture d'armes à l'Ukraine, n'en sont pas la cause. Ce n'est que la conséquence de l'agression russe.

Nous n'avons cessé de faire part de nos inquiétudes quant aux conséquences de cette guerre pour l'Ukraine, l'Europe et la Russie elle-même. La semaine dernière, j'ai déclaré que la guerre changeait beaucoup de choses (voir S/PV.9357), y compris la Russie elle-même, et malheureusement pas dans le bon sens. Les événements dramatiques survenus le week-end dernier n'ont fait que renforcer nos inquiétudes. Ils ont notamment mis en évidence le fait que la guerre choisie par la Russie n'était pas à sens unique. Toute action a toujours des conséquences. Quelles qu'en soient les raisons, la dynamique et la finalité, les événements survenus à l'intérieur de la Russie ont provoqué des remous au-delà de ses frontières, car ce qui devait être le couteau suisse de l'armée russe s'est transformé en un monstre à la Frankenstein qui s'est retourné contre son propre créateur. Ces heures de chaos total en Russie ont révélé beaucoup de choses. La presse et les médias du monde entier regorgent d'analyses diverses, mais il y a une chose qui mérite d'être soulignée, une

chose que nous savions et qui a toujours été réfutée : le groupe Wagner, symbole de la cruauté en Ukraine et dans de nombreuses régions d'Afrique, est tout simplement un outil russe, financé intégralement par le Gouvernement, selon les mots du Président Poutine lui-même. L'empereur n'a pas d'habits. Par conséquent, la course à qui serait le plus meurtrier et le plus sanglant en Ukraine n'était qu'une compétition factice. Il s'agissait d'une lutte intestine pour l'argent et le pouvoir au détriment des pauvres soldats et des civils innocents.

Je conclurai par une dernière remarque. Les événements survenus récemment en Russie apportent un autre éclairage qui mérite d'être mentionné. Confronté à la perspective d'un bain de sang sur fond de lutte de pouvoir, chacun s'est empressé de conclure un accord, quitte à opérer un virage à 180 degrés et à renier ses propres paroles. La principale motivation de ces accords était de ne pas faire couler le sang russe. Il est très étonnant que ce raisonnement ne s'applique pas à ceux qu'ils appellent leurs frères, les Ukrainiens. C'est pourquoi l'appui politique, humanitaire et militaire en faveur de l'Ukraine doit se poursuivre et se poursuivra, car malgré ce que nous entendons de la part de la Russie et des intervenants qui la soutiennent, l'Ukraine a raison et la Russie a tort. Un premier pas a été franchi. La liberté l'emportera, parce qu'elle l'emporte toujours, et l'agression perdra.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Haute-Représentante Nakamitsu de son exposé d'aujourd'hui. Son leadership dans le cadre des efforts de lutte contre le détournement d'armes demeure indispensable.

Comme nous l'avons déclaré à plusieurs reprises au Conseil, il est absolument erroné de la part de la Russie d'affirmer que l'appui international apporté par plus de 50 pays à la légitime défense de l'Ukraine constitue une quelconque menace pour la paix et la sécurité internationales. Il s'agit d'une tentative transparente et maladroite de la Russie de réécrire les faits très clairs de ce conflit. Soyons clairs : c'est la guerre d'agression à grande échelle de la Russie et son invasion d'un voisin souverain, en violation de la Charte des Nations Unies, qui représentent une menace pour la paix et la sécurité internationales, et c'est contre cette guerre d'agression à grande échelle de la Russie que l'Ukraine se défend.

Les tentatives bien connues de la Russie de détourner notre attention au moyen d'allégations fallacieuses et sans cesse renouvelées ainsi que par la désinformation sont d'une évidence affligeante. Prenons un exemple : la question de l'appui de la Russie au groupe Wagner. Depuis

des années, le Conseil entend le représentant russe réfuter systématiquement tout lien entre l'État russe et le groupe Wagner. Mardi, le représentant russe a déclaré avec insistance à la presse, en dehors de la salle, que le groupe Wagner n'était qu'une société militaire privée et qu'il était « indépendant du Gouvernement ». Or, cette semaine, le Président Poutine a finalement admis ouvertement que le Gouvernement russe finançait intégralement le groupe Wagner, et lui avait fourni près de 2 milliards de dollars provenant des caisses de l'État au cours de la seule année écoulée. Poutine a déclaré :

« Je tiens à souligner, et je veux que tout le monde le sache, que l'entretien de l'ensemble du groupe Wagner a été entièrement pris en charge par l'État. Par l'intermédiaire du Ministère de la défense, par l'intermédiaire du budget de l'État, nous avons entièrement financé ce groupe. »

La Russie a démontré à maintes reprises qu'elle était prête à abuser de sa position au sein du Conseil de sécurité pour propager à dessein des mensonges et de la désinformation. Nous regrettons que la Russie continue d'induire délibérément la communauté internationale en erreur, y compris dans le cadre de la présente séance. N'oublions pas qu'au cours de la période qui a précédé leur nouvelle invasion de l'Ukraine le 24 février 2022, les dirigeants russes ont démenti avoir l'intention d'envoyer des troupes en Ukraine, alors même qu'ils accumulaient des forces aux frontières du pays. C'est la brutalité persistante de la Russie envers le peuple ukrainien et sa campagne de destruction des infrastructures ukrainiennes qui ont rallié la communauté internationale à la cause de l'Ukraine, à la fois pour défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale et pour faire respecter le droit international. Ce sont les discours irresponsables de la Russie sur le nucléaire et son projet de déployer des armes nucléaires tactiques sur le territoire du Bélarus, complice de l'agression russe contre l'Ukraine, qui risquent d'aggraver encore une situation déjà dangereuse. L'écrasante majorité des États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont exprimé clairement ces positions à maintes reprises. Les États-Unis et plus de 50 États Membres ont répondu à l'appel de l'Ukraine pour l'aider à se défendre contre l'agression de la Russie, et nous continuerons de le faire aussi longtemps qu'il le faudra.

Ces armes ne prolongent pas le conflit. Le Kremlin porte seul cette responsabilité. Ces armes permettent d'éviter que les citoyens ukrainiens ne subissent de nouvelles brutalités dans le cadre de l'offensive du Kremlin. Il ne faut pas oublier cela.

Les attaques incessantes et impitoyables de la Russie contre l'Ukraine et sa population, ainsi que le flot d'allégations mensongères que la Russie nous inflige, et que nous ne connaissons que trop bien, ne font que démontrer une fois de plus qu'une véritable diplomatie n'intéresse nullement le Président Poutine. Il y a seulement deux semaines, les dirigeants de plusieurs pays africains, membres d'une mission de paix en route pour Kyïv et Moscou, ont été contraints de trouver refuge dans des abris souterrains fortifiés durant leur visite à Kyïv, alors que Poutine faisait pleuvoir ses missiles sur la ville. Qu'est-ce qui pourrait nous montrer plus clairement le manque total de respect ou d'intérêt du Kremlin pour la paix ou pour une solution diplomatique à la guerre menée par choix par Poutine ?

Personne ne souhaite plus que l'Ukraine et son peuple que cette guerre prenne fin. Mais, comme l'ont exprimé clairement une écrasante majorité de membres de l'Assemblée générale, les conditions d'une paix juste et durable doivent être ancrées dans le droit international. Cela implique que la Russie se montre véritablement disposée à mettre fin à cette guerre et à faire respecter les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies par des actes, et pas seulement par des paroles vides de sens.

C'est la Russie qui, en violation de la résolution 2231 (2015), a acheté des centaines de drones à l'Iran et les a ensuite déployés dans des attaques, tuant des civils en Ukraine. Si la Russie souhaitait réellement une désescalade, elle retirerait tout simplement ses forces du territoire ukrainien et mettrait fin à son invasion. Au lieu de cela, nous sommes les témoins d'une intensification des hostilités et de la violence, de salves de missiles qui font des ravages partout en Ukraine et de discours nucléaires dangereux.

Nous sommes déterminés à faire en sorte que l'Ukraine puisse exercer son droit de légitime défense contre la guerre illégale et cruelle menée par la Russie, tout en collaborant avec elle pour maintenir les garanties les plus élevées afin d'éviter que les armes que ses partenaires lui fournissent ne tombent entre de mauvaises mains. Nous continuerons à insister sur l'application du principe de responsabilité, comme nous le faisons depuis le début de ce conflit, et à garantir des processus robustes pour lutter contre les tentatives de détournement illicite.

Tout au long de ce conflit, l'Ukraine a été un partenaire transparent et de bonne volonté dans ces efforts. En aidant l'Ukraine et les États voisins à assurer le suivi et la sécurité des armes et des munitions lors de leur transfert, de leur stockage et de leur déploiement, en renforçant la

gestion et la sécurité des frontières en Ukraine et dans les États voisins et en améliorant la capacité des services de l'État concernés de décourager, de détecter et d'interdire le trafic de certaines armes, nous prenons des mesures concrètes pour faire face aux menaces que représentent ces détournements potentiels.

Comme nous l'avons dit à maintes reprises depuis le début de cette crise, si la Russie veut vraiment faire cesser ce conflit, elle peut simplement retirer ses forces d'Ukraine et mettre fin à sa guerre d'agression illégale. Nous appelons une nouvelle fois la Russie à le faire, et à le faire maintenant.

M. Pérez Loose (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, M^{me} Izumi Nakamitsu, de son exposé. J'ai également écouté avec attention les exposés des autres intervenants. Je salue la présence dans cette salle du Représentant permanent de l'Ukraine.

Ce n'est pas la première fois que nous abordons, au Conseil, la question des défis posés par la fourniture d'armes dans le contexte de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine. Par conséquent, je vais répéter ce que j'ai déjà constamment dit au Conseil au cours du premier semestre de l'année.

Premièrement, je tiens à réaffirmer la position de l'Équateur, qui rejette la violence armée, la militarisation et la course aux armements. Cette position s'est également toujours accompagnée de notre reconnaissance du droit des peuples à la légitime défense, conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies, notamment l'Article 51.

Deuxièmement, la fourniture d'équipements et de systèmes de défense, notamment les systèmes antiaériens, contribue, si ces derniers sont correctement utilisés, à limiter la destruction d'infrastructures et les pertes civiles.

Toute fourniture d'armes ou de munitions doit être soumise à des garanties de respect des principes de distinction, de proportionnalité et de précaution au moment de leur utilisation et ne peut se faire sans observer et améliorer les normes de marquage, d'enregistrement et de traçabilité, en faisant primer la protection des civils et l'objectif de stabilité mondiale sur toute autre logique relative à l'industrie, à la production ou à la distribution. De même, la fourniture d'armes doit répondre à des objectifs de sécurité et de protection et ne pas être effectuée dans le seul but de tester de nouveaux équipements offensifs sur le théâtre des affrontements.

Nous demandons instamment aux États qui ont dénoncé l'invasion et qui participent à la fourniture

d'armes pour défendre l'intégrité territoriale de l'Ukraine de renforcer encore leurs contrôles afin d'éviter que les pièces détachées, les parties et les composantes, y compris électroniques, provenant de leurs industries ne finissent par alimenter les efforts de guerre de l'armée d'occupation, en particulier en faveur de la production d'artillerie, de missiles et d'autres armements. Nous rejetons en outre tout transfert de matériel qui contreviendrait aux dispositions du Conseil de sécurité, telles que la résolution 2231 (2015). Toutes ces mesures peuvent contribuer à prévenir le détournement, la propagation et l'escalade du conflit et sont essentielles au relèvement postconflit.

Dans cette même salle, j'ai répété à maintes reprises notre préoccupation constante concernant les menaces que l'afflux à grande échelle d'armes et de munitions fait peser sur la paix, la sécurité et la stabilité dans toute situation de conflit armé. J'ai également insisté sur le fait qu'il serait grave de placer des armes entre les mains de mercenaires et de groupes opérant au mépris du droit international. Il y a quelques jours, nous avons constaté la façon dont la prétendue armée privée du groupe Wagner mettait en péril la stabilité même de la Russie. Nous appelons une nouvelle fois la Russie à mettre un terme définitif à l'invasion de l'Ukraine, qui dure déjà depuis trop longtemps et qui continue de causer de trop nombreuses destructions et de faire un nombre trop élevé de victimes, et à se conformer à l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice.

Enfin, nous défendons le règlement pacifique des différends et réaffirmons le devoir des États Membres de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, conformément à la Charte des Nations Unies. Il s'agit du premier devoir auquel manque un pays qui attaque ou envahit un autre pays ou tente d'annexer ses territoires par la force. Nous devons passer de la logique de domination d'un État sur un autre, qui était celle des puissances coloniales du XIX^e siècle ou des dictatures européennes du XX^e siècle, à la logique de la diplomatie et du droit international, telle qu'elle est définie dans la résolution ES-11/6 de l'Assemblée générale, sur les principes de la Charte des Nations Unies sous-tendant une paix globale, juste et durable en Ukraine.

Nous saluons et encourageons l'intensification des efforts diplomatiques visant à rétablir le dialogue afin d'avancer vers cette paix tant désirée et d'éviter d'entraîner le monde dans une guerre de plus large portée.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, M^{me} Izumi Nakamitsu, ainsi que les autres intervenants, de leurs exposés.

Depuis le début de la crise ukrainienne, des flux massifs et incessants d'armes et d'équipements sont acheminés sur le champ de bataille ; ces derniers sont de plus en plus variés et nombreux et leur pouvoir meurtrier et destructeur s'accroît. En conséquence, les effets de contagion et les risques de prolifération augmentent. Dans le même temps, depuis le tout début, cette crise fait un nombre de victimes civiles toujours plus nombreux et a des effets de plus en plus dévastateurs sur les installations civiles dans les zones de conflit. Les incidents de type « cygnes noirs » et « rhinocéros gris » s'enchaînent sans relâche. La situation sur le terrain devient de plus en plus violente, désastreuse, dangereuse et imprévisible. Nous trouvons cela très inquiétant. Dans la situation actuelle, c'est d'un cessez-le-feu que le monde a besoin, au lieu d'inonder d'armes le champ de bataille. Le monde a besoin de dialogue et de négociations, et non d'une flambée des combats. Le monde a besoin de pourparlers de paix, et non d'une confrontation entre deux camps.

Au cours des derniers mois et des dernières semaines, diverses propositions de paix ont été mises sur la table par un nombre croissant de pays. Les voix qui réclament des pourparlers de paix se font de plus en plus entendre. Nous espérons que les parties concernées répondront de manière positive à l'appel rationnel de la communauté internationale qui leur demande de rester calmes, de faire preuve de retenue, de s'abstenir d'attiser les tensions et d'approfondir le dialogue afin de forger un consensus propice à la création et au maintien des conditions nécessaires à un règlement définitif de la crise.

La Chine a toujours maintenu sa position concernant la question de l'Ukraine, à savoir que la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays doivent être protégées, que les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies doivent être respectés et que les préoccupations légitimes de toutes les parties en matière de sécurité doivent être prises en compte. Tous les efforts, à condition qu'ils soient propices au règlement pacifique de la crise, méritent d'être appuyés. La Chine a constamment maintenu le dialogue avec toutes les parties concernées par la crise ukrainienne, tout en préconisant et facilitant activement les pourparlers. Nous sommes prêts à travailler avec les pays du monde entier qui sont épris de paix et de justice, afin de continuer à jouer un rôle positif et constructif dans la promotion d'un règlement politique de la question ukrainienne.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des Émirats arabes unis.

Je remercie la Secrétaire générale adjointe Izumi Nakamitsu de son exposé et je salue la participation de l'Ukraine à la présente séance.

Comme nous l'avons dit et répété dans cette salle, il est capital de protéger les armes durant leur transfert, leur entreposage et leur déploiement. Nous souhaitons tout particulièrement nous faire l'écho de l'appel à la vigilance lancé par la Haute-Représentante contre les risques de détournement. Nous continuons d'exhorter toutes les parties à prendre des mesures concertées, de manière responsable et transparente, afin d'atténuer les risques liés aux transferts d'armes dans ce contexte. Nous demandons par ailleurs au Conseil de sécurité de veiller au respect uniforme de toutes ses résolutions pertinentes.

Cela fait 16 mois que cette guerre sème la dévastation en Ukraine. Elle a coûté la vie à des milliers de personnes, en a déplacé des millions d'autres et a infligé des milliards de dollars de dégâts à des infrastructures critiques. Une génération entière est marquée à jamais. Les enfants grandissent traumatisés par des bombardements constants. Les pères de famille sont sur le front plutôt qu'à la maison. La responsabilité d'assurer aussi bien la subsistance que la sécurité des leurs pèse de manière disproportionnée sur les épaules des mères de famille.

Les champs fertiles de l'Ukraine, qui nourrissaient encore récemment des centaines de millions de personnes dans le monde, se sont transformés en champs de bataille, sillonnés par des centaines de kilomètres de lignes de front, labourés par des tranchées rappelant la Première Guerre mondiale et marqués par une démonstration terrifiante de ce dont sont capables les technologies militaires les plus avancées de ce siècle. Bien qu'il s'agisse d'une guerre européenne du point de vue géographique, elle suscite indubitablement des préoccupations au niveau mondial.

Au-delà du théâtre de la guerre, l'Europe est à nouveau menacée par les dynamiques qui la divisaient autrefois en deux camps rivaux. Les liens politiques, économiques, sociaux et culturels – des liens de communauté optimistes qui ont uni le continent à une époque particulièrement prometteuse – se défont progressivement et presque irrémédiablement. Une telle dislocation aura de profondes répercussions sur l'avenir de l'Europe et sur le monde entier.

Les conséquences de la guerre sur l'économie mondiale et sur le commerce des matières premières, de l'énergie et des denrées alimentaires ont été largement débattues au Conseil et dans d'autres enceintes.

Nous sommes confrontés aujourd'hui à la perspective, autrefois impensable, mais aujourd'hui réelle, d'une catastrophe nucléaire.

Des pays du monde entier subissent chaque jour les effets de cette guerre, alors qu'au plan diplomatique aucun répit ne se profile à l'horizon. Dans le même temps, le monde doit faire face à une crise de la dette ainsi qu'à une reprise économique vacillante après la pandémie. Le système multilatéral est miné par les divisions et la polarisation au moment même où il doit s'élever pour relever le défi existentiel des changements climatiques et élaborer une feuille de route en faveur du développement durable et de la croissance économique. Des appels incessants à un règlement pacifique de ce conflit proviennent des quatre coins du monde.

Les États Membres ont gardé foi en la Charte des Nations Unies, et c'est là que résident notre espoir et une voie à suivre pour la suite des événements. Les pays ont voté à plusieurs reprises, à de larges majorités, en faveur d'une cessation de cette guerre dans le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Le moment est venu de déployer des efforts sérieux pour y parvenir. Nous ne pouvons pas nous permettre de sans cesse attendre d'être au bord de la catastrophe pour faire marche arrière au tout dernier moment. Les enjeux sont trop importants.

C'est pourquoi les Émirats arabes unis appellent instamment à la cessation des hostilités dans toute l'Ukraine et à la recherche active d'une paix juste et durable. Seul le respect de la Charte permettra à la fin de ce conflit de consolider une architecture de sécurité inclusive et stable pour l'Europe. Seul le respect de la Charte permettra à la fin de ce conflit de préserver la souveraineté en tant qu'élément fondateur de notre ordre international ouvert et coopératif, dans l'intérêt de tous et toutes.

Nous ne nous faisons aucune illusion quant à la difficulté des efforts diplomatiques nécessaires pour mettre fin à cette guerre. Mais les pays les plus à même d'influencer le cours des événements sont assis autour de cette table. Il est inutile de rappeler les conséquences de l'alternative.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais faire quelques observations en réponse à certains des éléments de langage entendus aujourd'hui concernant le bombardement présumé d'une pizzeria à Kramatorsk.

Ce qui suit est une déclaration du Ministère russe de la défense.

« Le 27 juin, dans la ville de Kramatorsk, en République populaire de Donetsk, une frappe de haute

précision a été effectuée sur le point de déploiement temporaire de la 56^e brigade d'infanterie motorisée des forces armées ukrainiennes [une frappe qui, je le précise, visait également l'hôtel situé à cet endroit]. L'attaque a neutralisé deux généraux qui participaient à une réunion d'état-major et une cinquantaine d'officiers des forces armées ukrainiennes, ainsi qu'une vingtaine de mercenaires et de conseillers militaires étrangers ».

Cette déclaration se passe de commentaires.

En ce qui concerne le groupe Wagner, aujourd'hui, un certain nombre de délégations ont voulu faire référence aux événements de la semaine dernière en Russie. Il s'agit bien sûr de nos affaires intérieures. Je dirai néanmoins que les dirigeants de la Fédération de Russie ont pris des mesures exhaustives pour faire face à la situation aussi rapidement que possible, tout en évitant une déstabilisation à grande échelle dans le pays et une vaste effusion de sang au sein de la population civile ainsi que de nombreuses menaces. Les actes illégaux des mutins ont été vivement rejetés par la société russe, ce qui témoigne de son sens des responsabilités vis-à-vis de la destinée du pays, de son appui au Président russe, de son aptitude à résister aux problèmes internes et externes, et de la futilité de toute tentative des ennemis de la Russie de profiter de la situation pour affaiblir notre pays. Nous tenons à souligner que de nombreux États amis ont réagi à ces événements en nous témoignant leur solidarité et leur soutien. Aujourd'hui, certains membres du Conseil ont fait des déclarations dans lesquelles on percevait le regret que ces événements ne se soient pas déroulés comme ils le souhaitaient et que leur issue n'ait pas été une mutinerie en Russie. Un tel dénouement était impossible, comme nous pouvons désormais le constater, bien que ces membres et leurs subordonnés à Kiev l'aient espéré ardemment et aient suivi ces événements transis d'impatience. Ils ont bien entendu été profondément déçus.

Quant aux insinuations malveillantes de la Représentante permanente du Royaume-Uni, elles sont truffées de mensonges et des clichés britanniques habituels, notamment en ce qui concerne les moyens de guerre, ainsi que le prétendu enlèvement d'enfants, la prétendue utilisation de ces derniers comme boucliers humains et l'inclusion, entre autres allégations, de ces affirmations dans le rapport annuel du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (S/2023/363). Nous y répondrons en temps voulu, et il se trouve que, fort opportunément, ce sera au cours de la présidence britannique du Conseil de sécurité au mois de juillet.

Le représentant des États-Unis a une fois de plus menti sans retenue sur un certain nombre de choses, notamment sur les tirs de missiles qui auraient visé Kiev pendant

la visite de délégations africaines. Cette affirmation a été réfutée non seulement par nous, mais aussi précisément par les délégations africaines qui étaient à Kiev et qui ont qualifié ce qui s'est passé de provocation mise en scène.

Je voudrais ajouter que pour mettre fin à la guerre, les maîtres américains de Kiev doivent en donner l'ordre à leurs vassaux à Kiev. Si aucun ordre ou signal de ce type n'est donné, cela ne peut signifier qu'une chose. Les États-Unis n'ont ni le besoin ni le désir de mettre fin au conflit. Ils ne cherchent qu'à prolonger le conflit en attendant d'infliger à la Fédération de Russie une défaite qui, comme l'a déclaré le représentant des États-Unis, serait de préférence stratégique. Je tiens à dire que ce jour n'arrivera jamais.

Enfin et surtout, je tiens à nouveau à remercier M. Blumenthal et M. Bowes de leurs analyses qui donnent à réfléchir et qui sont très instructives. La vérité qu'ils ont partagée n'est pas du goût de tout le monde dans cette salle. Nous présentons des excuses pour les réactions de certains de nos collègues qui ont tenté de transformer leurs exposés en profanation.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Kyslytsya (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je note la présence du représentant du régime de Poutine, qui occupe le siège permanent de l'Union soviétique.

Aujourd'hui, il nous a une fois de plus décrit ce à quoi devrait ressembler la « voie de sortie », selon la Russie. En bref, c'est une situation dans laquelle la Russie dispose de suffisamment d'armes pour attaquer l'Ukraine à tout moment, alors que l'Ukraine n'a pas d'armes pour se défendre. En réalité, cela signifierait que des attaques sanglantes telles que la frappe balistique de mardi contre Kramatorsk, dans la région de Donetsk, pourraient avoir lieu en permanence, sans aucune entrave. Douze morts, dont trois enfants, et 60 blessés : tel est le bilan d'une frappe balistique russe contre un restaurant du centre-ville. D'ailleurs, quelle source d'information fait plus autorité et est plus fiable au sujet de cette frappe que le Ministère russe de la guerre ?

Les forces armées russes ne se lassent pas de prouver le bien-fondé de la décision du Secrétaire général de les inscrire, ainsi que les groupes armés qui leur sont affiliés, sur la liste figurant dans son rapport annuel sur les enfants et les conflits armés (S/2023/363). C'est exactement la liste à laquelle appartient l'armée russe après tous les crimes horribles qu'elle a commis et continue de commettre quotidiennement contre des enfants en Ukraine. Et ce n'est pas parce que l'Ukraine reçoit des

armes que trois filles ont été tuées par la Russie à Kramatorsk, c'est plutôt parce que la Russie a toujours des armes et reste prête à tuer. J'invite ceux qui semblent s'inquiéter des transferts d'armes vers les zones de conflit à ne pas oublier la différence entre l'agresseur et celui qui se défend et se bat pour survivre. Dans le même temps, je ne peux que constater que la question du trafic d'armes à destination et en provenance de la Russie semble plus que pertinente et opportune à la suite des événements survenus ce week-end en Russie.

À de nombreuses reprises, y compris dans cette salle, l'Ukraine a appelé l'attention de la communauté des Nations Unies sur les menaces que fait peser sur la sécurité la pratique russe qui consiste à recruter des personnes ayant des antécédents criminels pour les intégrer à des formations armées supplétives et à fournir à ces formations tout un éventail d'armes classiques, les aidant ainsi à se transformer en armées parallèles de facto. Ce fut le cas du tristement célèbre groupe Wagner, connu pour ses crimes au Moyen-Orient, en Afrique et en Ukraine. Dans le cadre de ses opérations, le groupe Wagner a utilisé des armes qui n'étaient soumises à aucun mécanisme de contrôle, y compris les mécanismes internes russes.

Depuis des décennies, la Russie multiplie les crises à travers le monde, tout en essayant de dissimuler sa responsabilité derrière de telles structures supplétives. Enfin, l'agression russe a commencé à revenir progressivement dans son port d'attache. Il s'est avéré que la Russie, qui a si généreusement qualifié d'autres nations d'États faillis, a montré l'inefficacité et l'incapacité de sa propre gouvernance, à commencer par le plus haut échelon.

Le monde entier a été témoin de la paralysie des autorités lorsque des unités de mercenaires armés ont facilement franchi la frontière de la Fédération de Russie ; lorsqu'elles ont pris sans combattre la ville de Rostov-sur-le-Don, qui compte plus d'un million d'habitants ; et lorsqu'elles ont progressé sans grande résistance vers la capitale russe, abattant au passage des avions et des hélicoptères russes grâce à des systèmes modernes de missiles antiaériens. Les événements de samedi ont également montré que la sûreté et la sécurité des arsenaux d'armes qui se trouvent sur le territoire russe peuvent être facilement compromises par des formations armées de type Wagner. La communauté internationale doit tirer plusieurs enseignements de ces événements.

Tout en prouvant son inadéquation en poursuivant sa guerre contre l'Ukraine sans aucune chance de succès, le régime de Poutine a également démontré qu'il n'était plus capable de contrôler son propre pays. L'avancée de

samedi sur Moscou n'a été stoppée que par la décision du chef du groupe Wagner, après une intervention du dictateur biélorussien Lukashenko.

Le régime de Poutine s'est construit sur le mensonge et l'hypocrisie. Pendant des années, Poutine a menti en affirmant que le groupe Wagner n'avait aucune affiliation avec le Gouvernement russe. Lors de sa conférence de presse avec la Chancelière allemande de l'époque, Angela Merkel, en janvier 2020 au sujet de la présence du groupe Wagner en Libye, Poutine a déclaré,

« S'il y a des citoyens russes sur place, ils ne représentent pas les intérêts de l'État russe et ne reçoivent pas d'argent du Gouvernement russe ».

Lors d'une conférence de presse avec le Président français Macron en février 2022 sur les activités du groupe Wagner au Mali, Poutine a déclaré,

« En ce qui concerne Wagner, comme je l'ai déjà dit, le Gouvernement russe n'est impliqué d'aucune manière ».

Cette semaine, Poutine a avoué que le groupe Wagner était entièrement financé par l'État et avait reçu 86,3 milliards de roubles, soit l'équivalent de 1 milliard de dollars, prélevés sur le budget de l'État entre mai 2022 et mai 2023. Un tiers des régions russes ont des budgets annuels inférieurs à ce montant. En outre, le Gouvernement russe a alloué 110 milliards de roubles, soit environ 1,29 milliard de dollars, au paiement des frais d'assurance des combattants du groupe Wagner. Ces dépenses n'incluent pas le matériel et les armes qui ont été généreusement donnés au groupe Wagner pendant toutes ces années.

Les aveux de Poutine n'ont pas uniquement révélé l'habitude qui consiste à mentir à tout le monde et partout. Le cas du groupe Wagner, qui est un produit du Kremlin depuis le tout début, a également montré que Poutine et ses acolytes ne sont ni fiables ni prévisibles, même avec une longueur d'avance. Le régime continue de représenter une menace existentielle non seulement pour ses voisins et d'autres régions du monde, mais également pour la Russie elle-même.

Le régime de Poutine va continuer de s'affaiblir, tout en générant de nouvelles crises et de nouvelles menaces, jusqu'à ce qu'il finisse par s'effondrer. La communauté internationale doit donc faire de la crise russe l'une de ses tâches prioritaires. Je réaffirme que la défaite militaire de la Russie en Ukraine, l'obligation de répondre des crimes commis et le contrôle international de l'arsenal militaire russe sont autant d'éléments indispensables au règlement de la crise russe.

L'Ukraine continue de faire de son mieux pour survivre et arrêter le mal. Nous remercions toutes les nations responsables qui nous soutiennent, y compris en nous fournissant les armes nécessaires. Leur utilisation est un élément de l'exercice par l'Ukraine de son droit naturel de légitime défense en vertu de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, avec le noble but de rétablir le respect de la Charte des Nations Unies. En attendant, nous appelons le Conseil de sécurité à continuer de surveiller la crise russe et à prendre les mesures nécessaires pour faire face à la multiplicité des menaces et des problèmes imminents que cet État failli fait peser sur le monde.

La séance est levée à 17 h 20.